

## **MARDI 21 OCTOBRE 2014**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = Spécial Simone Wapler : L'effondrement du système monétaire international ! p.2  
◇ ◇ ◇
- = La Fed précise ses intentions pour un nouveau QE p.25
- = « Le cas français de la grande illusion de la garantie des dépôts à 100 000 euros... » p.27
- = La Banque du Canada est au bord de la faillite ! (Richard Le Hir) p.36
- = Après la crise économique, de graves crises politiques ? p.42
- = Et si un gigantesque naufrage social se préparait ? p.43
- = AU RADIO CROCHET, ILS SERAIENT DÉJÀ ÉLIMINÉS p.44
- = Bepe Grillo lance un référendum pour que l'Italie sorte de la zone euro p.45
- = Des grandes banques internationales ont commencé à facturer des intérêts sur les dépôts en euros de leurs clients p.46
- = Énergie : wind, mix and sun [on ne peut pas remplacer le pétrole] p.48
- = Crise : fallait-il sauver les banques ? p.49



Interview de Olivier Delamarche : « Vous allez avoir un changement de système monétaire » (+ Vidéos éco du jour)



[http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=Dp00ljzt8mE](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Dp00ljzt8mE)



**Manipulation des cours de l'or, dissimulation des chiffres officiels  
et autres écrans de fumée...**

**"ils" tentent par tous les moyens de vous cacher :**

**L'effondrement**

# du système monétaire international !

Simone Wapler Publications Agora

Découvrez dans ce message :

❖ Pourquoi les banques centrales comme la Bundesbank demandent à rapatrier leur or des coffres américains et français... et pourquoi elles ne le reverront jamais !

❖ Pourquoi, si ce n'est déjà fait, il serait utile de diversifier votre épargne en dehors du système bancaire (mais surtout, restez discret !)...

❖ Comment profiter de l'une des plus spectaculaires envolées des prix de l'or depuis 1980... alors qu'"ils" veulent vous faire croire que l'or est mort.

Cher Lecteur,

Ce que vous allez découvrir dans ce message est hautement polémique. Personne -- ni les banques centrales, ni les Etats -- n'a intérêt à ce que ces informations soient rendues publiques.

Mais si vous me faites confiance aujourd'hui, comme le font mes lecteurs depuis plus de quatre ans, **vous ferez peut-être partie des rares individus à ne pas boire le bouillon.**

Je m'appelle Simone Wapler, je suis rédactrice en chef du service *La Stratégie de Simone Wapler* et je voudrais vous révéler aujourd'hui un moyen de vous mettre à l'abri de l'effondrement du système monétaire international.

Oui, parce qu'au moment où vous lisez ces lignes... en dépit du discours lénifiant des hauts responsables des banques centrales et des gouvernements occidentaux...

*... Le système monétaire basé sur le dollar est mort.*

Je ne sais pas quand éclatera la vérité (2015 ? 2016 ?)... mais ce qui est sûr, c'est que cela se fera dans la douleur -- et avec des conséquences bien plus graves et étendues que lors de la crise de 2008-2009.

Je vais vous présenter dans ce message une opportunité qui n'a RIEN A VOIR avec un placement ou un investissement classique, mais qui s'apparente plutôt à une mesure d'urgence -- pour vous protéger...

Avant l'effondrement du système monétaire international.

Avant que l'euro, le dollar -- et donc votre patrimoine -- ne valent trois fois moins qu'aujourd'hui...

Avant que les valeurs refuge comme l'or ne cote deux... trois... voire 10 fois plus qu'aujourd'hui...



Ou pire :

**Avant qu'il n'y ait plus du tout d'or en vente sur le marché...**

Je sais que tout cela peut vous paraître lointain... mais je peux vous assurer que les informations que je vais vous révéler dans ce message sont d'une actualité brûlante. Elles peuvent avoir un impact décisif sur votre patrimoine.

James G. Rickards, directeur de Tangent Capital et spécialiste des devises, l'annonçait déjà en septembre 2013 de manière on ne peut plus limpide : "Quand le système monétaire international s'effondrera -- il s'agira de compter votre or."

Je sais que beaucoup de possesseurs d'or ont subi des pertes ces derniers mois -- mais je suis sûre que d'ici la fin de ce message, vous aurez compris pourquoi l'or reste l'une des rares bouées de sauvetage disponible et efficace aujourd'hui.

Ceci étant dit, place aux faits...

Longtemps contestée, la souveraineté du dollar est désormais ouvertement désavouée

Je ne vais pas vous refaire l'Histoire : vous savez comme moi que "l'arnaque du dollar" a été dénoncée il y a cinquante ans par le Général de Gaulle.

Depuis la fin de l'or comme étalon du dollar à la suite des fameux accords de Bretton Woods, les banques centrales américaines ont eu tout le loisir d'imprimer **autant de dollars qu'elles le souhaitent**.

En 1971, le secrétaire d'Etat au Trésor John Connolly répondait à ses homologues européens, qui se plaignaient des fortes fluctuations du dollar :

"Le dollar est notre monnaie mais votre problème".

Jusque dans les années 2006/2007, la Fed usait et abusait de ce droit de création monétaire et la dette en dollar trouvait preneur dans les banques centrales étrangères. Ces dernières s'en servent en effet comme réserves de change.

En dépit d'une perte constante de sa valeur (-95% depuis la création de la Fed en 1913), le dollar restait la devise de référence. Les banques vendaient leur or et achetaient des T-Bonds américains.

On échangeait des biens et des services en dollars comme si de rien n'était : la confiance était de mise.

A tel point qu'on vidait les coffres des banques centrales par palettes entières. D'après le FMI, la Suisse a vendu 877 tonnes d'or en une décennie... L'Espagne, les Pays-Bas et le Portugal ont chacun vendu plus de 200 tonnes. En 2004, Nicolas Sarkozy a vendu un cinquième des réserves d'or de la France.

Les exemples de ce genre sont nombreux !

Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait alors aucune raison de douter de la puissance du dollar -- puisque les Etats-Unis menaient le jeu sur le plan financier, économique, politique et militaire, et que leur devise était appuyée par une colossale réserve d'or de plus de 8 000 tonnes.

Oui mais voilà : l'Occident vit au-dessus de ses moyens, les gouvernements

va-t-en-guerre des précédentes administrations américaines poussent les Etats-Unis à s'endetter dangereusement...

... Tant et si bien qu'en 2006, la Fed décide de stopper tout bonnement la publication des chiffres de la masse monétaire (M3), qui indiquait la quantité de dollars circulant dans le monde.

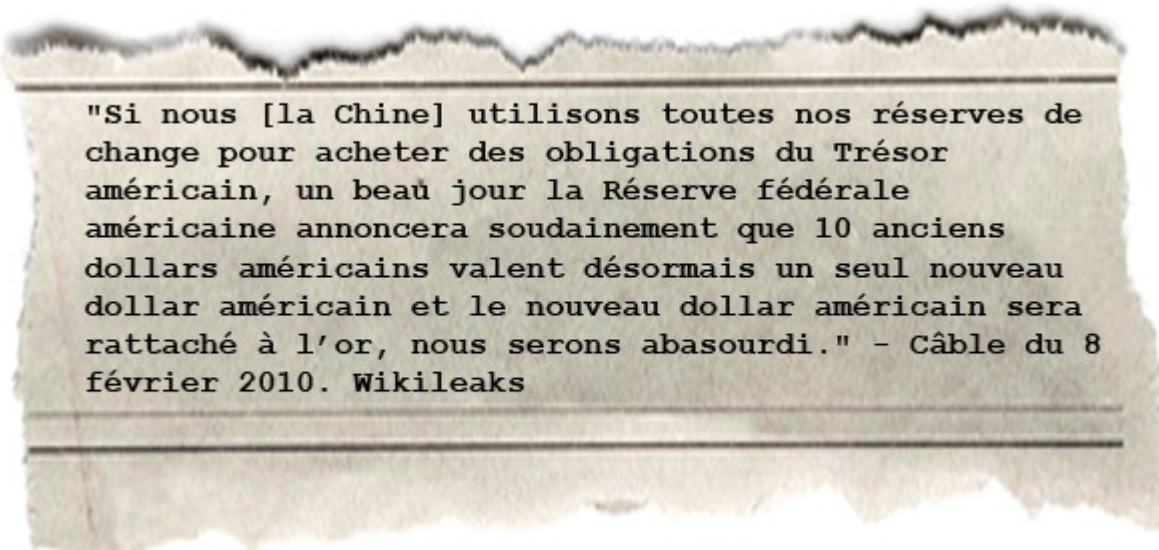
### **Le doute s'installe...**

Puis en 2007 éclate la crise financière et toujours pas l'ombre d'une solution pour enrayer la crise de la dette. Au lieu de cela, les Etats-Unis et l'Europe décident de nationaliser les pertes des banques en faillite, de faire tourner la planche à billets à plein régime et de laisser gonfler la bulle de dettes pour sauver le dollar coûte que coûte.

Une situation qui fait perdre un peu plus chaque jour sa crédibilité au billet vert comme monnaie d'échange internationale et principale monnaie de réserve.

Au lendemain de la crise de 2007, le constat n'était que trop évident : IMPOSSIBLE pour la Fed d'arrêter la planche à billets. L'arrêt ne se fait que par la destruction monétaire -- et tous les beaux discours de Janet Yellen sur le *tapering* ne changent rien à l'affaire... au contraire.

La confiance est rompue.



"Si nous [la Chine] utilisons toutes nos réserves de change pour acheter des obligations du Trésor américain, un beau jour la Réserve fédérale américaine annoncera soudainement que 10 anciens dollars américains valent désormais un seul nouveau dollar américain et le nouveau dollar américain sera rattaché à l'or, nous serons abasourdi." - Câble du 8 février 2010. Wikileaks

De l'Asie au Proche-Orient, de nouvelles stratégies se mettent en place -- aidées et renforcées par les tensions géopolitiques qui s'exacerbent. Il suffit de regarder par exemple le récent accord entre le nouveau président chinois et Vladimir Poutine permettant à la Chine d'acheter du pétrole -- non plus en pétrodollars comme c'est le cas depuis les années 70 mais en yuan.

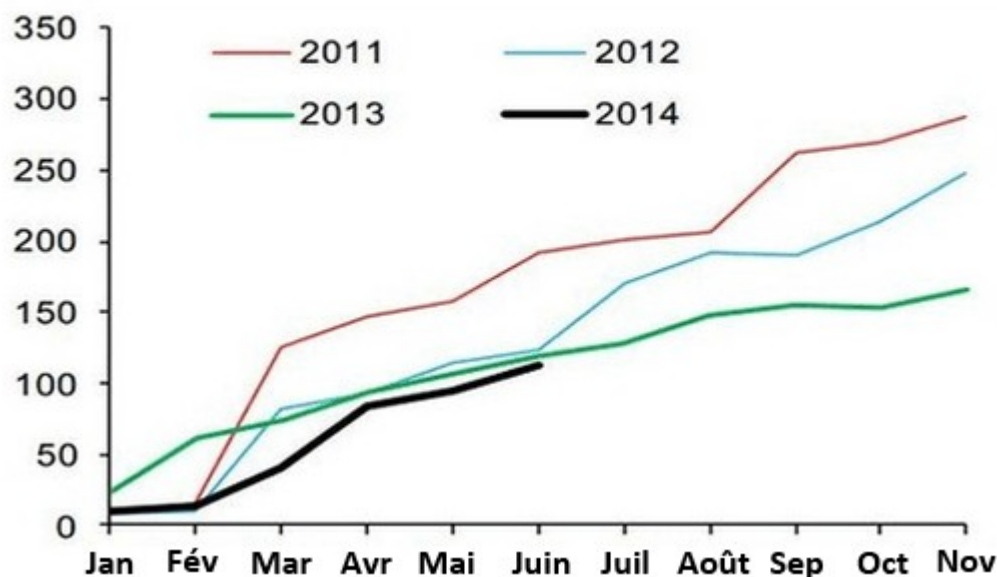
Le but du jeu est éminemment clair : se débarrasser du papier libellé en dollar qui perd de sa valeur jour après jour et acquérir des réserves de biens tangibles... et notamment d'or.

### **Dans combien de temps le dollar ne vaudra-t-il plus rien ?**

En avril 2013, un article du célèbre journal britannique *Financial Times* révélait les résultats d'un sondage réalisé auprès de banques centrales pesant plus de 7 000 milliards de réserves de change en dollar :

Quatre cinquièmes des personnes interrogées ont pointé du doigt la politique agressive de *Quantitative Easing* menée par les Etats-Unis et l'Europe. Les rendements trop bas et la perte de valeur des devises traditionnelles les ont fait changer de stratégie : alors qu'elles étaient autrefois vendeuses d'or, elles sont désormais acheteuses... et pas en petites quantités, comme vous pouvez le constater ci-dessous.

### Achats nets d'or par les banques centrales (cumulatifs, en tonnes)



Cette réorientation donne lieu à des réactions en chaîne :

Chine... Russie... Inde... Bangladesh... Philippines... Arabie Saoudite... Thaïlande... Biélorussie... Venezuela... Sri Lanka... Ile Maurice... Mexique... Bolivie... Colombie... Corée du Sud... Turquie... Kazakhstan... Tadjikistan... Serbie... Ukraine... Mongolie... Malte... Grèce... Argentine... Les banques centrales d'Asie, du Proche-Orient et d'Amérique latine -- augmentent leurs réserves d'or.

Selon le *Telegraph* : "Les banques centrales dans le monde entier ont acheté plus de lingots (en volume) [en 2012] qu'à n'importe quel moment depuis près d'un demi-siècle. "

2013 a été "la quatrième année consécutive de demande nette d'or de la part des banques centrales", selon le site 247wallst.com.

Même après les records de 2012 et 2013, les banques centrales ne faiblissent pas : le World Gold Council annonçait par exemple qu'elles avaient acheté 118 tonnes d'or au 2ème trimestre 2014, une hausse de 28% par rapport à la même période l'année précédente.

Oui, les banques centrales se ruent sur l'or parce qu'elles savent qu'au train où vont les choses, le dollar ne vaudra plus RIEN dans les mois et les années à venir.

La preuve : en mars 2014, les détentions de bons du Trésor US par les étrangers à la Fed ont chuté de 104,5 milliards de dollars en à peine une semaine -- un record en une période de temps aussi courte.

Si j'étais à votre place, je me poserais une question toute simple : pourquoi les banques centrales accumulent autant d'or et vendent autant de bons du Trésor... alors que certains (le président de la Fed pour ne pas le nommer) prétendent que l'or est une relique barbare dont il n'y a plus rien à tirer ?

Selon moi, les banques centrales savent très bien ce qu'elles font -- et vous devriez en faire autant :

**ACHETEZ DE L'OR** tant qu'il y en a sur le marché !

Oui, parce que si les banques centrales achètent autant l'or, c'est qu'elles savent qu'il leur sera du plus grand secours lorsqu'advientra l'effondrement du système monétaire international... Il se pourrait même qu'elles l'imaginent plus imminent que jamais.

Mais alors pourquoi la récente baisse du cours de l'or ? La révélation que je vais vous faire est tellement énorme que le monde n'en a pas encore pris la réelle mesure.

Croyez-moi : lorsque la vérité éclatera -- dans quelques semaines ou quelques mois -- les cours de l'or pourraient atteindre des plus hauts historiques. Je ne le répèterai jamais assez : prenez vos dispositions **MAINTENANT**, avant qu'il ne soit trop tard.

**Une pyramide de Ponzi  
au coeur de l'actuel  
système monétaire international !**

Peu de gens se rendent compte de ce qui se passe réellement dans les coulisses de la scène monétaire internationale. On n'avait pas vu une telle défiance face à la souveraineté américaine depuis des décennies... qui se justifie malheureusement jour après jour, à mesure que l'on découvre des cadavres dans les placards :

Souvenez-vous en 2013, l'Allemagne a demandé qu'on rapatrie son or des



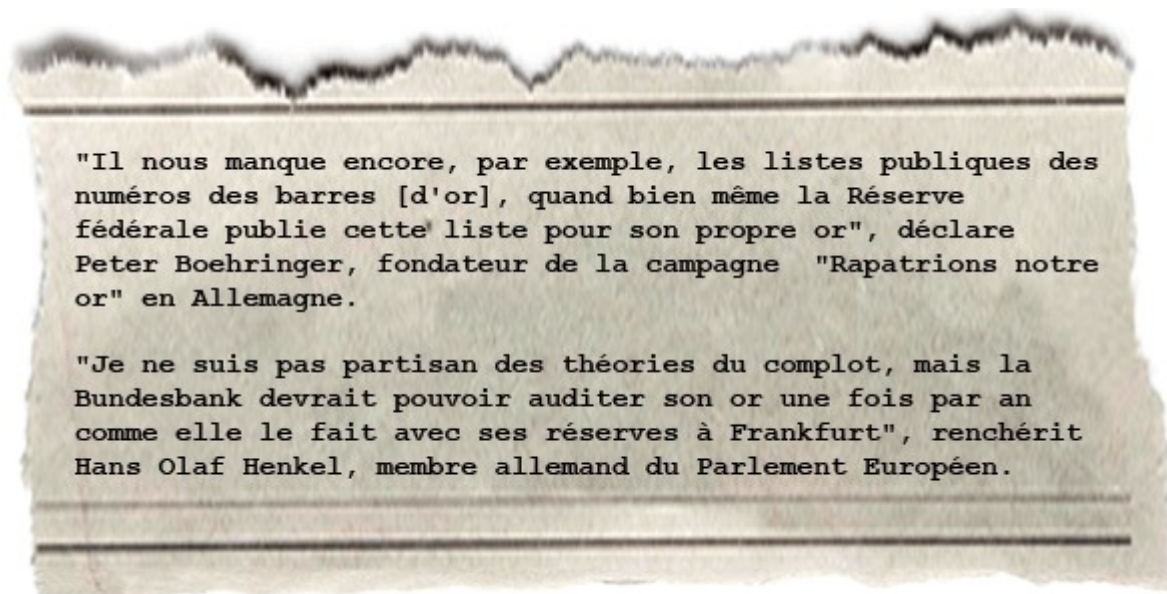
banques américaines et françaises... Pour ce qui est de l'or contenu dans les coffres de la Fed, 300 tonnes sur les 8 000 tonnes officiellement détenues ont été auditées.

Pourtant, les Etats-Unis ont avoué ne pas pouvoir livrer l'or de l'Allemagne... avant 7 ans ! Soucieuse de sauver la face -- dans le système actuel, tant que les apparences sont sauvées, peu importe la réalité... -- l'Allemagne a finalement renoncé à son projet de récupération, pour se contenter d'un vague "voyage d'inspection".

"*Les Américains prennent grand soin de notre or*", a affirmé Norbert Barthle, porte-parole du Budget au Parlement allemand.

C'est là la ligne officielle.

Officieusement, on est moins satisfait :



Et l'Allemagne n'est pas seule... Le Venezuela, la Libye et l'Iran ont rapatrié leur or ces dernières années : ils n'ont pas de soucis à se faire de ce côté-là... Mais la Pologne a lancé en 2013 une campagne intitulée "Rendez-nous notre or" ! Quant à la Suisse, aux Pays-Bas et au Mexique, ils ont tous demandé à ce que soient réalisés des audits de leurs réserves d'or stockées à l'étranger... C'est là que nous entrons dans les zones hautement scandaleuses de cette affaire.

En réalité, les banques centrales n'ont pas d'or dans leurs coffres.

En effet, une banque centrale a le droit de louer son or ou l'échanger à terme,

avec théoriquement une garantie de le récupérer. Officiellement, cette opération permet de confier la garde de l'or à des Bullion banks (banques spécialisées) qui assurent les coûts de stockage de l'or.

Oui, mais voilà, ces Bullion banks se permettent de vendre à leur tour, ou de louer, cet or -- sous une forme (papier) ou sous une autre (physique) -- et ces opérations peuvent s'enchaîner les unes aux autres.

Selon Yannick Colleu, spécialiste du métal jaune et rédacteur au sein du service *L'Investisseur Or & Matières* : "Le même stock d'or, initialement vendu par une banque centrale ou par un détenteur de métal (HSBC par exemple) peut ainsi être loué, vendu puis revendu puis re-revendu, etc. Plusieurs experts s'accordent pour estimer qu'il y aurait un ratio de 100 entre l'or papier qui se balade et l'or physique réellement disponible."

Et comme le dit son collègue Cyrille Jubert : "Très peu d'acheteurs demandaient une livraison réelle d'or physique jusqu'à ces dernières années. Cela a permis aux banquiers qui contrôlent le marché de l'or de pousser le principe des réserves fractionnaires jusqu'aux limites du système."

Ce qui fait que de l'or français peut très bien avoir été stocké à Fort Knox puis loué à un intermédiaire qui l'aura loué à son tour à différents organismes... qui l'auront échangé et peut-être même fondu... pour qu'il termine finalement chez un bijoutier indien ou une banque chinoise.

Comme le relate William Kaye, gestionnaire de *hedge fund* à Hong Kong :

"L'or des Allemands, qu'on leur a promis dans sept ans, ils ne le reverront pas, parce qu'il n'existe plus (à la Fed) ; je le possède... la People's Bank of China le possède... la Reserve Bank of India le possède... la banque centrale de Russie le possède. Mais les Allemands (et les Américains) ne le possèdent pas."

Tout cela ne vous rappelle rien ? Cela ressemble à une vaste pyramide de Ponzi !

Ce genre de mécanisme fonctionne tant que tout le monde joue le jeu. Mais au moindre défaut de paiement, le château de cartes s'effondre, **et seul celui**

**qui aura réellement de l'or physique entre ses murs s'en sortira.**

Si vous m'avez bien suivie jusqu'ici, vous aurez compris que le dollar perd de sa valeur jour après jour et que la politique monétaire américaine ne fait qu'accélérer ce mouvement. Vous aurez également compris que la Fed et les banques centrales européennes ne détiennent pas l'or qu'elles prétendent avoir dans leurs coffres. Aussi, le système actuel ne repose sur RIEN.

C'est le secret le mieux gardé par les banques centrales occidentales :



Le système monétaire international est mort. Toute ressemblance avec un système monétaire sain ne saurait être que purement fortuite... Nous jouons aux chaises musicales sans chaises !

Le jour où le monde découvrira qu'en plus d'émettre de la monnaie de singe, l'Occident n'a pas la moindre capacité de réunir tout l'or qu'il prétend détenir, s'en suivra une flambée des prix de l'or sans commune mesure.

**Voilà la première raison qui me pousse à vous recommander l'achat d'or physique dès que possible.**

Les Etats-Unis et l'Europe veulent à tout prix éviter cette situation. Ils utilisent donc tous les moyens pour endiguer la ruée vers l'or et l'argent... et sauver les apparences.

**Chute des cours de l'or  
depuis un an :**

**manipulation des banques centrales occidentales !**

Ouvrez bien vos yeux et vos oreilles, je vais vous révéler une deuxième raison pour laquelle vous devriez impérativement détenir de l'or chez vous, si ce n'est déjà le cas.

RESERVES d'or de la Chine

Les Etats-Unis et l'Europe ont toujours réprimé la hausse du prix de l'or. Ils ont l'intention d'affaiblir le statut de l'or en tant que monnaie de réserve internationale. Ils ne souhaitent pas voir d'autres pays se tourner vers les réserves d'or à la place du dollar américain ou de l'euro. Par conséquent, la baisse du prix de l'or est très bénéfique pour les Etats-Unis dans le maintien du rôle du dollar américain en tant que monnaie de réserve internationale.

Wikileaks a publié ce câble provenant de l'ambassade américaine à Pékin et datant de 2009. Intéressant puisqu'il nous donne une vision que nous n'avons pas en Occident : celle des Chinois quant aux manipulations des cours de l'or.

On ne peut être plus clair : selon eux, l'Occident manipule les cours de l'or pour conserver leur hégémonie mondiale. Autrement dit, l'or devrait coter bien plus qu'il ne vaut actuellement.

En effet, l'or et le dollar sont corrélés, au moins dans les faits. Une hausse rapide du cours de l'or est un indice de perte de confiance dans le dollar, comme valeur refuge. Le taux de change du dollar en serait affecté, et la bulle obligataire américaine exploserait, semant la panique.

Alors la Fed et la BCE ont trouvé la parade : faire passer aux acheteurs l'envie d'acquérir de l'or par une manipulation des cours à la baisse -- et cela peut prendre des allures plus ou moins discrètes...

En affichant des signes de reprise économique par exemple, ou encore en prononçant la fin anticipée des QE, l'administration américaine tente de calmer les ardeurs sur l'or -- afin que les investisseurs continuent de se réfugier sur le dollar.

Prenons un exemple concret : en avril 2013, selon Andrew Maguire relayé par Global Research, les agents de la Fed ont mis sur le marché une valeur de 500 tonnes en ventes à découvert "à nu". (C'est-à-dire qu'ils n'ont pas eu

besoin de détenir cet or physiquement ni même l'argent équivalent pour le mettre en vente).

Avec une telle quantité -- équivalant à 16 millions d'onces ou 24 milliards de dollars -- le marché considère que l'offre est soudainement abondante, et le cours chute.

Cette opération a fait perdre 73 \$ à l'or dans la journée, soit une "perte" délibérée de plus d'un milliard de dollars, la plus forte en trois décennies. Qui d'autre qu'une banque centrale -- capable d'en imprimer autant -- peut se permettre de perdre une telle somme d'argent ?

Selon le GATA, le Gold Anti-Trust Action Committee (organisation à but non-lucratif créée en 1999 dont l'une des principales missions est de mettre en évidence les manipulations des cours de l'or par les banques centrales et les gouvernements), il n'y a pas de doute, l'objectif de ce genre de manipulation est de "cacher la mauvaise gestion du dollar américain afin qu'il conserve sa fonction de monnaie de réserve du monde." -- et toujours selon cette organisation :

*"Lorsque tout le monde aura compris que les banques centrales étouffent le prix de l'or, son prix pourrait monter jusqu'à 3 000 \$, 5 000 \$ l'once, voire plus".*

Et figurez-vous que ce genre d'opération n'est pas réservée à l'or ; le prix de l'argent-métal aussi subit de telles manipulations. Pourquoi ?

Tout simplement parce que le jour où les banques centrales comprendront que les Etats-Unis et l'Europe sont en faillite et ne peuvent pas rembourser leurs dettes, alors elles se jetteront sur l'or... et quand il n'y aura plus d'or, elles se jetteront sur l'argent.

**Voilà la deuxième raison qui me pousse à vous recommander l'achat d'or physique dès que possible.**

Tout ce que je vous révèle aujourd'hui est tenu secret mais cela ne pourra pas durer. D'autant que la riposte chinoise ne se fait pas attendre -- et je m'étonne chaque jour que personne ne remarque cet éléphant dans le magasin de porcelaine !

## **Patiemment, la Chine fait des réserves d'or pour préparer "l'après-dollar"**

Le 2 décembre 2010, ce titre est apparu sur le site internet du *Financial Times* : "Les importations en or de la Chine multipliés par cinq".

Si les gens avaient compris à l'époque ce que cela signifiait vraiment, cela aurait provoqué un cataclysme immédiat sur les cours de l'or... mais à ce moment-là, personne n'en a pris conscience.

Un an plus tard, un autre titre émerge parmi les dépêches de l'agence de presse Reuters : "Record d'importations d'or depuis Hong Kong", et là encore, aucune réaction. Chacun semble plus préoccupé par la rubrique faits divers...

Dernièrement, un autre site d'information financière -- tout aussi réputé puisqu'il s'agit de *Forbes* -- a annoncé :

*"La Chine a récemment remplacé l'Inde en tant que plus grand consommateur d'or au monde. Elle est également dans la position unique d'être à la fois le plus grand producteur et le plus grand importateur d'or".*

Et figurez-vous qu'une fois encore...

... Personne n'a semblé s'émouvoir d'une telle information.

Mais petit à petit...

...La Chine fait main basse sur les réserves d'or du monde entier.

La demande chinoise de métal jaune devrait grimper de 25% d'ici 2017. L'année dernière, la Chine aurait acheté et importé plus de 627 tonnes d'or.

C'est plus que la totalité des réserves de la banque centrale européenne.

Je répète : en seulement 12 mois, la Chine a importé l'équivalent des réserves d'or de la Banque centrale européenne.

Selon les chiffres du FMI, la Chine détiendrait 1 054 tonnes d'or : laissez-moi

rire !

Pour commencer, ce chiffre date de 2009 -- c'est la dernière fois que la Chine a révélé officiellement le montant de ses réserves de métal jaune.

Or depuis 2009, les importations d'or chinoises ont grimpé en flèche : 40 tonnes en 2009, 120 tonnes en 2010, 420 tonnes en 2011, 834 tonnes en 2012 et 1 176 tonnes en 2013 !

Si on additionne tout cela au chiffre de 2009, les réserves seraient donc -- au bas mot -- de 3 644 tonnes d'or à fin 2013.

Mais ce n'est pas tout !

Ce ne sont là que les importations : il faut leur ajouter la production interne de la Chine elle-même. Si l'on en tient compte, le chiffre estimé se monte à 4 072 tonnes. C'est nettement supérieur aux 3 384 tonnes de l'Allemagne, deuxième plus gros détenteur "officiel" au monde.



Ce n'est qu'un début. En effet, la Chine a investi ces 10 dernières années des milliards de yuans dans l'exploration et l'exploitation de ses mines d'or...

... Et a accompli sa mission : devenir premier producteur devant l'Australie, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.

Pourtant, les milliers de tonnes d'or ne vont PAS inonder les marchés internationaux, et pour cause : la Chine n'exporte PAS son or -- elle le garde pour elle !

Alors, où va tout cet or ? Au 32 rue Cheng Fang, quartier Xi Cheng, à Beijing (Pékin). De grandes quantités de cet or ont été stockées ou bien ont transité par ce bâtiment : la Banque centrale chinoise.

Pour moi, cela ne fait aucun doute : il y a près de 10 000 tonnes d'or au 32 rue Cheng Fang -- et probablement d'immenses réserves d'argent-métal. C'est-à-dire largement assez pour que la Chine mette en place son plan secret...

### **Le plan secret des élites chinoises qui pourrait décupler votre capital...**

Théoriquement, ce qui est en train de se passer en Chine pourrait sonner la fin du dollar et plonger le monde dans l'effondrement du système monétaire international du jour au lendemain.

C'est pourquoi la Chine fait de son mieux pour opérer "en sous-marin".

**C'est aussi la troisième raison pour laquelle je vous recommande l'achat d'or physique dès que possible.**

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le plan secret des Chinois est pensé et planifié de longue date. Leur objectif : devenir la première monnaie de réserve et d'échange internationale.

Autrement dit : détrôner le dollar.

Ainsi, la Chine pourra se libérer de sa dépendance à une monnaie qui perd chaque jour un peu de sa valeur... et asseoir l'hégémonie de sa propre devise en la garantissant avec de l'or.

Et la manière dont la Chine compte s'émanciper de ce boulet monétaire implique deux choses : se débarrasser de ses dollars... et acquérir de l'or, beaucoup d'or.

Pour l'acquisition d'or : nous l'avons vu. Selon mes analyses, les leaders chinois sont déjà en possession d'une quantité d'or suffisante pour garantir leur devise et internationaliser le yuan.

Pour se débarrasser de ses dollars, la Chine a plusieurs angles d'attaque :

- Elle investit dans des travaux pharaoniques (comme ce projet de



canal au Nicaragua de 40 milliards de dollars en 11 ans pour doubler Panama) aux quatre coins du monde... Elle est par ailleurs dans le top 3 des plus gros investisseurs à l'étranger dans le monde.

- Elle incite sa population à retirer des dollars et à les dépenser à l'étranger...

- Et elle incite aussi ses citoyens à acheter de l'or et de l'argent-métal.

Sachant que la Chine dispose de plus de 3 900 milliards de dollars de réserves de change... il y a de quoi faire quelques emplettes ! Est-ce que vous imaginez la puissance de frappe de la Chine ? Il semblerait que rien ne puisse l'arrêter...

Il n'y a qu'à comparer les deux grands challengers :

La Chine, ses 3 900 milliards de dollars de réserves de change et ses milliers de tonnes d'or d'un côté...

De l'autre, les Etats-Unis disposent de milliers de milliards de dollars de promesses et d'une planche à billets.

Et ce qui me fait penser que les choses vont s'accélérer dans les mois qui viennent, c'est que de plus en plus de pays dits riches sont en train de retourner leur veste et de s'allier à la Chine.

Les premiers à avoir perdu confiance envers le dollar sont certes les Russes avec les Chinois, et puis le Moyen-Orient, l'Amérique latine et plus largement l'Orient... Mais aujourd'hui, même les anciens alliés monétaires occidentaux changent leur fusil d'épaule.

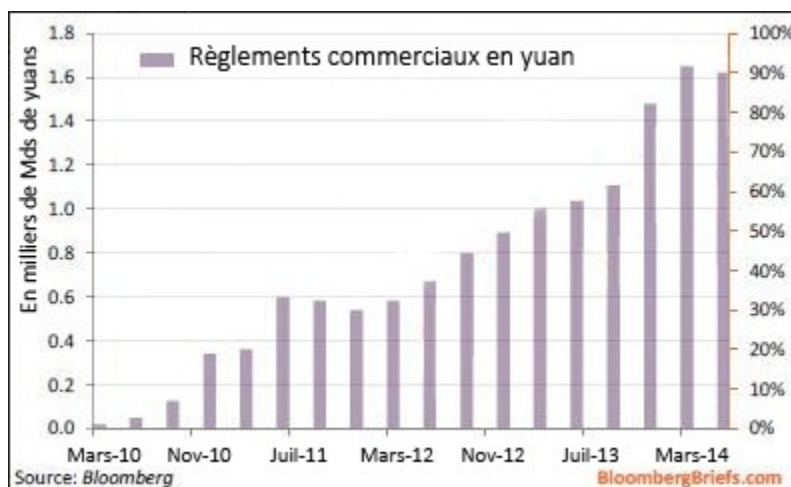
**Le putsch monétaire chinois  
trouve des alliés un peu partout  
dans le monde...**

Comme le soulignait récemment le *Financial Times*, "l'augmentation exponentielle du renminbi [autre appellation du yuan] comme monnaie

d'échange – et le marché *offshore* du renminbi – continue d'étonner les observateurs".

Eh bien c'est peu de le dire ! Alors qu'elle n'était que la vingtième monnaie d'échange début 2012, **la devise chinoise a dépassé l'euro en tant que deuxième devise la plus utilisée dans les échanges commerciaux** en octobre dernier.

En fait, selon Deutsche Bank, l'utilisation du yuan pour les échanges commerciaux devrait augmenter de 50% en 2014 -- soit 780 milliards d'euros.



Comme vous pouvez le constater sur ce graphique, au cours des trois premiers mois de 2014, les échanges commerciaux réalisés en yuan sont montés jusqu'à 1 600 milliards de yuans, alors qu'ils étaient quasiment nuls quatre ans plus tôt.

Aujourd'hui, à l'instar du géant britannique Tesco, plus de 900 institutions financières dans plus de 70 pays utilisent déjà le renminbi comme monnaie d'échange à part entière.

Dans un article publié le 19 novembre 2012 sur le site d'information *Atlantico*, Antoine Brunet -- économiste et président d'AB Marchés -- met les pieds dans le plat :

*"Toutes ces initiatives chinoises convergent vers un seul objectif : promouvoir le statut international du yuan au détriment du statut international du dollar ; et cela jusqu'à ce que le dollar soit définitivement détrôné par le yuan, jusqu'à ce que la monnaie du*

*monde ne soit plus le dollar mais bel et bien le yuan."*

Dans les faits, voici comment cela se traduit :

Fin 2010, le yuan est échangé pour la première fois contre des roubles sur la place boursière de Moscou -- la Russie est un des partisans anti-dollars les plus fervents.

Fin 2011, la Chine et le Japon ont annoncé avoir signé un accord pour utiliser leurs monnaies respectives au lieu du dollar dans leurs échanges commerciaux.

En septembre 2012, la Chine et la Russie réitèrent en mettant fin de manière historique au règne du pétrodollar, signant un accord permettant aux Chinois d'acheter autant de pétrole qu'ils le souhaitent en yuan.

En mars 2013, le Brésil a signé un accord lui permettant de payer ses biens importés en real, tandis que la Chine paiera ses biens importés directement en yuan.

Avril 2013, en Australie, le Premier ministre a annoncé la conversion directe entre le dollar australien et le yuan sans avoir à utiliser le dollar américain comme intermédiaire.

La banque d'Angleterre a obtenu un accord de trois ans avec la Banque populaire de Chine pour procéder à des Swaps de devises (contrat d'échange de capital dans deux monnaies différentes). Même chose avec l'Albanie, Singapour, la Corée du Sud, l'Islande, la Turquie... Au total, ce sont 20 pays qui accueillent l'arrivée du yuan à bras ouverts.

En juillet 2014, la Banque de France a signé un "Memorandum of Understanding" avec la Banque centrale chinoise -- c'est-à-dire la première étape d'un processus visant à établir, à court terme, un système de paiement en renminbi à Paris. Le Luxembourg, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont fait de même.

Aujourd'hui, les Etats ne s'adressent plus au FMI ni aux Etats-Unis pour lever des fonds, mais à la Chine. Les entreprises émettent des obligations sur le marché de Hong Kong.

Lors du G20 de Saint-Pétersbourg en 2013, les BRICS ont présenté un projet de création de fonds de 100 milliards de dollars destiné à stabiliser le marché des changes et auquel la Chine pourrait contribuer à hauteur de 41 milliards de dollars.

En voilà de drôles de manières : la Chine marche sur les plates-bandes des Etats-Unis et devient de fait le nouveau sauveur du monde !

Il ne fait plus aucun doute maintenant que **la Chine veut asseoir son hégémonie monétaire et remplacer le dollar comme devise internationale de commerce.**

Mais pour le moment, ces transactions sont encore *off-shore* ; pour que l'internationalisation du yuan soit effective, il faut que la Chine annonce qu'elle détient assez d'or pour assurer sa devise.

Fin décembre 2012, le gérant de fonds Leeb a réussi à obtenir un aveu d'un diplomate chinois -- qui s'est vite ravisé en réalisant qu'il risquait gros en révélant le pot aux roses...

Voici une retranscription de leur conversation :

*"Je parlais avec un diplomate chinois et je lui ai dit 'vos deux ressources les plus importantes sont l'eau et l'or'. Et ce diplomate de répondre : 'oui, nous avons besoin de l'or pour garantir le yuan'. Le diplomate a ensuite très vite réalisé qu'il venait de faire une terrible bêtise en révélant cela, et a tenté de faire machine arrière en déclarant : 'non, ce n'est pas pour garantir le yuan, c'est pour la bijouterie'... Trop tard !"*

Résumons : la Chine détient près de 10 000 tonnes d'or dans ses coffres... elle dispose de 3 900 milliards de dollars de réserve de change... et elle internationalise son yuan à grande vitesse.

Parallèlement, les cours de l'or sont manipulés à la baisse -- ce qui permet à la Chine de charger la mule à bon compte... Je vais vous révéler maintenant comment en faire autant et vous permettre peut-être de profiter d'une hausse historique des cours de l'or et de l'argent !

**... mais avant, il y aura une énorme crise monétaire dont VOUS pouvez sortir gagnant !**

Oui, ne pensez pas que le monde va adopter le yuan du jour au lendemain... que le dollar va perdre 99% de sa valeur (en plus des 95% perdus depuis la création de la Fed en 1913) sans que cela ait aucun impact... et que le monde va adopter l'étalon or sans faire de vague.

Non, lorsque nous en serons là, le monde ira probablement mieux et nous serons enfin arrivés au terme de la Crise financière de 2007/2008. Mais avant cela -- je vous l'ai annoncé dès le début de ce message --, avant que le yuan ne devienne une monnaie de réserve et d'échange... ce sera l'effondrement du système monétaire international.

Le 12 septembre 2013, le milliardaire canadien Ned Goodman, président de Dundee Corporation, l'expliquait lors d'une conférence organisée par Cambridge House :

*"Selon moi le dollar est sur le point d'être détrôné de son statut de monnaie de facto du monde. [...] les Etats-Unis vont perdre le privilège de pouvoir imprimer à leur guise la monnaie d'échange internationale. La période va être très inflationniste. Et je peux vous dire qu'avant que cela arrive, cela va probablement devenir assez moche."*

Les milliards de dollars contenus dans les banques centrales vont perdre de leur valeur, ce qui va pousser les taux obligataires à des niveaux qui mettront les Etats-Unis dans l'incapacité de rembourser leur dette.

Tout le système basé sur le dollar ou sur les obligations américaines (fonds de pension, retraites, assurances-vie, réserves de change, etc.) va perdre de la valeur...

La parité du dollar avec les principales devises va créer des fluctuations

spectaculaires entre les monnaies -- et ces variations ne pourront être stoppées que par une intervention commune.

Certains Etats pourraient être dans l'obligation de fermer les Bourses et les banques... les échanges hors-dollar se multiplieront et ce pourrait être la fin du pétrodollar.

Tandis que les investisseurs se jetteront sur la seule monnaie refuge qui ait encore de la valeur -- et comme je vous l'expliquais plus tôt que ce ne serait pas l'euro, ni la livre ou le yen... ni même le yuan, dans cette période de transition.

Ce sera l'or... s'il en reste.

Imaginez ce qu'il pourrait se produire si tous les investisseurs vendaient leurs dollars pour acheter de l'or en même temps...

Bien sûr personne ne peut prédire l'avenir, mais c'est ce que de nombreux initiés comme Ned Goodman (qui voit le système monétaire s'effondrer d'ici deux ans) et moi-même pensons au fond de nous-mêmes. Cela propulserait sans aucun doute les cours de l'or à plus de 10 fois leur niveau actuel.

N'y a-t-il pas là tous les ingrédients pour multiplier votre capital ?  
De manière incroyablement simple et en très peu de temps ?

N'y a-t-il pas là une opportunité exceptionnelle ?

Vous êtes désormais face à une décision.

Soit vous vous contentez de suivre le troupeau, de vous satisfaire des explications officielles... quitte à en subir les conséquences ensuite.

Soit vous décidez de prendre acte de tout ce que je vous ai révélé dans ce message -- et dans ce cas, vous pourriez vous en féliciter dans les mois à venir. Et pour cela, j'ai un plan en quatre étapes :

1- Achetez de l'or physique -- mais pas n'importe comment ; je vous donnerai plus de détails dans un rapport exclusif, réservé aux nouveaux abonnés à *La Stratégie de Simone Wapler*. Je vous en dirai plus à ce sujet dans quelques instants.

2- Diversifiez vos réserves : mettez votre or et votre épargne à l'abri *hors du système bancaire* -- là encore, je vous expliquerai précisément comment faire.

3- Abonnez-vous à *La Stratégie de Simone Wapler* dès aujourd'hui ;

4- Appliquez mes instructions... et regarder votre patrimoine croître en toute sécurité alors que le système monétaire tel que nous le connaissons disparaît à tout jamais.

Simple, non ? Cela mérite toutefois quelques explications...

**Epargne. Retraite. Patrimoine.  
Ce que vous devez savoir  
pour vous en sortir**

Vous n'avez pas à être la victime de l'irresponsabilité et de l'incompétence de ceux qui nous contrôlent et contrôlent notre argent.

**Vous pouvez vous assurer une retraite confortable, à l'abri des mauvaises surprises.**

**Vous pouvez renforcer votre épargne, optimiser les impôts que vous payez, faire fructifier votre argent.**

**Vous pouvez vous constituer un patrimoine digne de ce nom à transmettre à vos proches.**

Je voudrais vraiment que vous compreniez que tout cela n'est pas juste de belles théories inapplicables, compliquées, demandant d'avoir déjà une fortune personnelle digne de Mme Bettencourt et/ou un diplôme de l'ENA.

Et c'est précisément pour cette raison que j'ai créé *La Stratégie de Simone Wapler*.

Je suis partie d'une idée très simple : votre banquier ou conseiller financier ne vous aidera PAS à vous adapter aux bouleversements que nous vivons actuellement. Idem pour les autorités, qu'elles soient françaises, européennes ou mondiales. La désinformation règne, de même que la politique de

l'autruche et la langue de bois économique.

***La Stratégie de Simone Wapler***, c'est exactement le contraire. **Tout est contenu dans le titre.**

Dans ce service, vous découvrirez des conseils et des recommandations pour vous guider dans les mois et les années difficiles qui nous attendent sans doute. Une vision lucide de la réalité économique, avec une stratégie solide pour y réagir.

Je ne laisse aucun domaine au hasard. Ma stratégie est complète, c'est-à-dire qu'elle concerne *tous les aspects de votre patrimoine*. Je vous révélerai par exemple...

... Où se trouvent d'après moi les meilleures sources de rendement, alors que les signaux d'alerte se multiplient pour les marchés actions, en France ou à l'étranger.

... Comment gérer votre allocation d'actifs de manière à limiter vos risques au maximum tout en optimisant *chacune de vos positions*.

... Comment vous constituer une retraite *indépendante*, qui pourrait vous permettre de maintenir votre niveau de vie malgré la faillite -- dans les faits sinon sur le papier -- de notre Etat-Providence.

... D'où viendront les prochaines bulles, les pièges qui attendent les investisseurs -- et surtout *comment les éviter*.

... Des conseils et des placements pour sécuriser votre argent face à l'inflation, à l'augmentation des impôts et à la baisse du pouvoir d'achat.

Et bien d'autres choses encore. Or, immobilier, fiscalité, assurance-vie, liquidités... Avec ***La Stratégie de Simone Wapler***, je serai là pour vous aider à y voir plus clair dans l'actualité financière et économique -- et surtout à y adapter votre patrimoine.

Voilà pour la "ligne de conduite" de ce service. Et pour bien commencer, comme je vous le disais plus haut, j'aimerais vous envoyer **un rapport très spécial** -- contenant des instructions très précises.



Je vous ai expliqué dans ce message les très graves menaces qui pèsent sur le système monétaire international -- mais aussi l'opportunité **en or**, si vous me pardonnez l'expression, qui est en train d'apparaître.

Alors s'il vous plaît, maintenant que vous savez tout cela...

Prenez ces mesures AVANT l'effondrement du système monétaire international.

## [La Fed précise ses intentions pour un nouveau QE](#)

21 oct 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ [Nous avons expliqué hier](#) que James Bullard a dévoilé le pot aux roses la semaine dernière...

... avant de le re-dévoiler après l'intervention de John Williams, de la Fed de San Francisco, juste pour s'assurer que tout le monde avait bien admiré le bouquet :

Le *Financial Times* nous rapporte ce que Bullard a dit à Bloomberg :

*"Je pense également que les attentes inflationnistes chutent aux Etats-Unis. C'est là une chose qu'une banque centrale ne peut pas supporter. Nous devons nous assurer que l'inflation et les attentes inflationnistes restent proches de notre cible. Pour cette raison, je pense qu'une réaction raisonnable de la Fed, dans cette situation, serait d'invoquer la clause du tapering mentionnant que ledit tapering dépend des données. Nous pourrions alors mettre le tapering en pause à ce moment-là et attendre de voir ce que donnent les données en décembre. Nous continuerions donc avec le QE à un niveau très bas tel que nous l'avons en ce moment. Puis nous évaluerions nos options pour l'avenir" ...*

Nous ne pensions pas que ça arriverait aussi rapidement. Nous pensions que la banque centrale attendrait. Nous prévoyions un peu plus d'hypocrisie... un peu plus de gesticulations... un peu plus de résistance factice... quelques dénégations.

La Fed aurait dû se montrer un peu plus froide... timide... distante... et mettre les investisseurs vraiment à l'épreuve avant de venir à leur secours.

Nous savions où la Fed terminerait... mais nous ne savions pas qu'elle y

arriverait si rapidement et si facilement !

*Au pays de la liberté,  
apparemment, seule la Fed  
sait ce que les cours  
boursiers devraient être*

Dans les faits, deux gouverneurs ont reconnu avoir commis un acte d'une vanité et d'une hypocrisie à couper le souffle. Au pays de la liberté, apparemment, seule la Fed sait ce que les cours boursiers devraient être. Désormais, tous les mouvements de cours devront être

soumis à son approbation.

Pour vous rappeler les faits, cher lecteur, la banque centrale américaine a rendu toute l'économie et tous les marchés accros au crédit facile et à la planche à billets. Elle fournit tout ça en quantité depuis cinq ans.

### ▪ **Fed et épingles**

Elle avait pourtant promis de se tenir éloignée du terrain de jeu à partir de début octobre. Maintenant que l'économie reprend de la vigueur, disait-on, la Fed mettra fin à ses mesures d'urgence et permettra aux choses de revenir à la normale. L'assouplissement quantitatif prend fin ce mois-ci. On attend une hausse des taux d'intérêt l'an prochain.

Aucune bulle n'a jamais été créée sans une épingle qui lui correspondait. Et personne n'aime quand les deux se rencontrent.

La semaine dernière, on aurait dit que la bulle de la Fed et l'épingle de M. le Marché étaient en train de se rapprocher. Puis une rapide réaction de deux gouverneurs de la Fed a contribué à les séparer vendredi.

*Les actions, les obligations  
et les taux d'intérêt ont  
tous été pervertis*

Nous en sommes désormais à cinq ans de taux zéro et à trois programmes d'assouplissement quantitatif. Les actions, les obligations et les taux d'intérêt ont tous été pervertis. Les actions US valent deux fois plus que ce qu'elles

valaient au plus fort de la crise.

Et le QE prend fin. Ce qui signifie qu'il y a bien moins d'argent inondant les marchés d'actifs. Au lieu d'augmenter au taux de 40% comme en 2012, l'excès de liquidité ne grimpera que de 6% cette année. Il y en aura encore moins en 2015.

Avec moins d'argent neuf en provenance de la Fed... et toujours pas de réelle reprise... il va falloir que quelque chose cède — quoi qu'en disent les chefs

de la Fed.

Dans la mesure où les actions baissent de temps en temps de toute façon... le moment semble assez bien choisi.

## « Le cas français de la grande illusion de la garantie des dépôts à 100 000 euros... »

Charles Sannat 21 octobre 2014

**[Nous sommes dans ce cas de figure au Canada aussi. Nous avons une garantie des dépôts de 100 000\$ canadiens. Au 30 avril 2014, la SADC assurait 684 milliards de dollars de dépôts... (voir article suivant : la banque du Canada est en faillite.)**

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

La garantie des dépôts de 100 000 euros est un mythe et nous en avons la preuve depuis plusieurs mois avec le cas bulgare !!

Tout commence avant l'été dernier, cela remonte donc à quelques mois déjà comme le démontre cet article d'Euractiv :

### **Cyberattaque contre les banques**

« La banque centrale bulgare a en effet affirmé qu'une tentative délibérée et systématique de déstabilisation du système bancaire avait eu lieu. Selon l'Agence Nationale de Sécurité bulgare, des e-mails, SMS et messages sur Facebook en provenance d'une société d'investissement ont mis en garde contre le risque de conserver de l'argent dans certaines banques. Les messages s'intitulaient « Bulletin d'information sur le risque de dépôt dans les banques bulgares ».

Les troisième et quatrième banques du pays, KTB et Fibank ont été les premières victimes de cette mini-crise bancaire, durant laquelle les épargnants se sont rués aux guichets. »

### **Une étrange définition de la cyberattaque.**

Oui, je trouve que mettre en garde via Facebook sur les fragilités d'une banque, ce n'est pas franchement la définition d'une cyberattaque qui ne consiste généralement pas à écrire un article ou un post sur un réseau social à

partir en plus des comptes d'une entreprise ayant pignon sur rue. Une cyberattaque c'est plutôt du piratage en force des systèmes informatiques d'une banque où l'on tente de piller directement l'argent... pas de mettre en garde les clients que sa banque n'est pas forcément solide. Mais ce qui est bien avec le terrorisme au sens large, c'est que tout le monde peut à un moment ou un autre être un « terroriste ».

### **Suis-je un terroriste ?**

Avec un titre comme celui de l'édito que vous lisez, qui indique que la garantie des dépôts est une grande illusion, je m'attends désormais à ce que le RAID, appuyé par le GIGN et sans doute deux ou trois divisions de l'armée (ah, on me glisse dans l'oreillette qu'il n'y a plus d'armée en France vu que l'on réduit les budgets, ce qui n'est pas faux), fasse irruption au petit matin afin de m'embastiller pour un acte de « terreur » commis à l'égard de ceux qui « croient » que tout va bien.

Désormais, les épargnants européens sont « terrorisés » par cet article. Ils ont peur. C'est donc du terrorisme au sens littéral du terme. Enfin vraisemblablement.

Alors évidemment, je commets en plus aujourd'hui cet acte avec des circonstances aggravantes et tout plein de chefs d'accusation comme en plus une cyberattaque d'ampleur jamais égalée. Savez-vous pourquoi ? Parce que demain, avec ma tasse à café bouillante dans les mains (sans doute une arme par destination), je vais poster sur Facebook cet article, puis même sur Twitter, et enfin sur Google +... Alors je ne vous raconte pas. Dans le cas bulgare, c'était juste Facebook, moi ça va être trois réseaux sociaux. Ça c'est de la grande envergure.

Mais peu importe, avec les nouvelles législations, même ceux qui n'ont rien à cacher feraient quand même mieux de se cacher... Valls je t'aime, oui Manu, je t'aime très fort et tu es le meilleur, tu as réussi à vendre le budget français aux Allemands et à la Commission européenne alors qu'il est tout moisi. Tu es un colosse, que dis-je, un héros des temps modernes. (M'en veuillez pas, vu ce que j'ai écrit avant et ne voulant pas partir en prison tout de suite pour terrorisme, je m'aplatis comme une crêpe devant les zautorités, simple réflexe de survie épistolaire.) Bon, le fait que Valls ait réussi à vendre son budget en vendant pour 10 à 15 milliards d'euros de participations de l'État

n'y est sans doute pour rien, de même que j'attends avec impatience de voir qui va racheter ces participations, je dis ça uniquement parce que quand la Grèce brade ses actifs publics, en général ce sont des entreprises allemandes qui rachètent à bas prix... Mais là encore, je suis en plein dans le terrorisme et le complot et cela me rappelle les heures les plus sombres de notre histoire (on y a droit presque tous les jours à cette formule maintenant).

### **Bon, revenons à nos moutons et cette histoire de ga-ran-tie des dépôts !**

En Bulgarie donc, « les comptes restent bloqués dans les coffres de la quatrième banque du pays depuis la mystérieuse panique qui a mis à terre l'établissement, en juin. Selon le site d'information bulgare Novinite, entre 200 000 et 500 000 particuliers mais aussi collectivités et organisations publiques sont concernés ».

### **Pour le moment, les gens n'ont toujours pas vu la couleur du concept de « dépôts garantis ».**

Eh oui, là-bas c'est comme ici, c'est l'Europe et normalement les dépôts sont garantis jusqu'à 100 000 euros sauf quand l'État censé vous donner cet argent ne l'a pas non plus évidemment... Alors l'Europe peut se rouler par terre, pour le moment et depuis plusieurs mois les clients ne voient rien venir.

Et d'ailleurs, l'Europe se roule vraiment par terre. Ils ont, tenez-vous bien, « lancé une enquête ». C'est important de faire une enquête. Ils ont fâché tout rouge le vilain gouvernement bulgare. Mais les gens, eux, n'ont toujours pas leur pognon...

### **Le fonds de garantie des dépôts, en France, c'est 2,7 milliards d'euros...**

Oui, 2,7 milliards d'euros et des brouettes tout en sachant que l'épargne financière des Français se compte en milliers de milliards d'euros... Grosse blague donc que la garantie des dépôts qui est illusoire en raison même du montant disponible pour les garantir justement.

Vous trouverez [ici le lien pour accéder aux comptes 2013](#) (ce sont les derniers disponibles vu que 2014 est une année pas encore terminée). On y apprend plein de trucs vachement sympas notamment en page 15. Regardez le premier tableau et tous en même temps, rions mes chers camarades.

Je résume pour les nuls (vous n'êtes pas nuls, hein, c'est juste une formule de style). Les banques cotisent dans un fonds dit de garantie des dépôts et placent cet argent pour une petite partie dans des FCP (fonds commun de placements composés d'actions) qu'ils achètent... aux banques. Première rigolade donc.

Comme l'État est surendetté, ils achètent aussi quelques milliards de « bonnes » obligations. Deuxième rigolade.

Et enfin, la poilade monumentale finale, l'essentiel du fonds de garantie des dépôts est placé en « monétaire », mot vachement complexe qui, en réalité, veut dire que le fonds de dépôt reprête cet argent à court terme aux banques elles-mêmes qui sont évidemment les plus grandes demandeuses de « monétaire ». Je ris, mais alors je ris, mais vous ne pouvez pas savoir à quel point je rigole. Je vous terrorise peut-être avec mes mauvaises nouvelles, mais disons-le, on se marre quand même beaucoup.

Alors vous pouvez croire que tout va bien, et que tout va bien se passer, que vos sous sont bien en sécurité dans la banque et que les contrats d'assurance vie c'est vraiment super. Vous pouvez penser que la reprise est là et que comme Mamamouchi 1er roi des textos, je vais d'ailleurs le surnommer SMS 1er, vous devez sans doute l'apercevoir, mais tout cela n'est que de l'incantation, car la triste réalité c'est qu'il n'y a pas un rond dans le fonds de garantie des dépôts et que ce que les banques y mettent de la main droite elles le reprennent de la main gauche et à la marge spéculent même avec en s'achetant leur propre fonds commun de placement... C'est drôle, mais drôle que même si cela n'existait pas il faudrait vraiment l'inventer.

Ce n'est pas moi qui le dis, je n'y suis pour rien, je ne fais juste que lire ce qu'ils écrivent eux-mêmes sur leur site (ce que personne ne fait et surtout pas les journalistes qui risqueraient de devoir dire la vérité, ce qui pourrait vous « terroriser »). Je reconnais tout de même que je lis et que je comprends ce qu'ils écrivent, ce qui n'est pas non plus très difficile... faut pas exagérer non plus.

Cela doit vous permettre de prendre conscience que la garantie des dépôts est un mythe... Un mythe pas inutile dans la mesure où il est censé rassurer les gens, éviter les paniques et donc précipiter les faillites bancaires.

Alors certes c'est une bien belle histoire, comme le père Noël, mais vous être

désormais de grands enfants, inutile de croire que des pays en faillite puissent, en cas de gros problème, venir rembourser 100 000 euros par personne dans les banques, surtout si les banques se retrouvent en faillite à cause d'États eux-mêmes en faillite. J'espère que vous voyez le gros problème intellectuel que pose mon énoncé si vous ne voyez rien, je ne peux plus rien pour vous. Allez prendre directement votre carte de membre au PS rue Solférino.

### **Le mécanisme de fonds de garantie des dépôts et de résolution !**

C'est beau les trucs d'énarques tout de même, ça claque, ça fait sérieux, on se dit que tout plein de belle têtes bien faites ont pensé à tout... Eh bien non, rien, que dalle, y a pas un rond et c'est des trucs hyper fumeux. Si seulement il n'y avait que pour les banques que cela fonctionne de cette façon-là, mais non, pour l'industrie nucléaire c'est tout pareil, pour l'épidémie d'Ebola ce n'est pas mieux, pensez donc, vous ne risquez rien du tout, surtout tant que le virus n'est pas là, parce qu'avec une moyenne de 70 soignants nécessaires pour s'occuper d'un malade et 40 lits à pression négative disponible... on ne va pas aller bien loin, mais tout va bien, et regardez le Titanic, construit par des professionnels et l'arche de Noé par un amateur (bon, un peu aidé par Dieu quand même, ce qui doit être utile)... vous préférez quel navire ?

Une fois compris cela, peut-être que vous « débancaiserez »... Ou pas, mais dans ce cas, cela ne servira à rien d'aller vous mettre en colère le jour de la grande ruine, vous n'aurez plus qu'à vous en prendre qu'à vous-même. Vous saviez...

Il est déjà trop tard. Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

### **[Fitch place La Banque postale sous « surveillance négative »](#)**

Fitch place spécifiquement La Banque postale sous « surveillance négative » dans la mesure où cette banque étant détenue par l'État et que l'État français est lui-même sous perspective négative, alors dans la logique des agences de notation il est logique de dégrader tout ce qui appartient à un État en cours de dégradation...

Sauf que même si La Banque postale n'est pas forcément la banque dans la

plus belle des postures, d'ailleurs on peut même se demander si c'est une banque, il est tout de même illusoire de croire que La Banque postale irait beaucoup moins bien qu'une autre en cas de faillite de l'État français. Dans ce pire des cas, c'est l'ensemble de l'économie française qui s'effondrerait et le système financier n'y survivrait pas.

Charles SANNAT [Source ici](#)

## **L'Autriche s'attend à être critiquée par l'UE pour son budget**

Oh, que nos amis autrichiens dorment tranquilles, le précédent français devrait quelque peu les aider à négocier un léger petit dérapage. Pauvres Autrichiens...

Charles SANNAT

VIENNE, 17 octobre (Xinhua) – L'Autriche s'attend à ce que la Commission européenne critique son budget 2015 et demande de l'améliorer, a indiqué vendredi l'Institut autrichien de recherche en économie (WIFO).

Le journal local *Der Standard* a rapporté que l'Autriche ne respecterait pas les exigences de la Commission d'un déficit structurel nul, soit un déficit au maximum de 0,45 % du PIB, pour l'année 2015, avec au contraire un déficit prévu pour le pays de 1 %.

Le gouvernement espère pouvoir être capable de tenir l'objectif stipulé par la Commission européenne seulement en 2016.

Le ministre des Finances Hans Jörg Schelling avait indiqué un peu plus tôt cette semaine qu'il prévoyait de parler aux autorités à Bruxelles de la position très critique de l'Autriche et d'expliquer que les nouvelles méthodes de calcul du budget avaient causé une augmentation du déficit et rendu plus difficile le respect des objectifs budgétaires.

Le WIFO a également critiqué la nouvelle méthode de calcul, l'expert Josef Baumgartner rappelant que le déficit structurel devrait être utilisé pour masquer les effets des fluctuations économiques et permettre une évaluation réaliste de la situation budgétaire.

L'expert du WIFO a expliqué qu'il considérait que le déficit structurel devrait être calculé avec des paramètres qui réagissent moins fortement aux changements à court terme dans les prévisions économiques.



## **Jim Rogers sonne l'alarme : « Vendez tout et fichez le camp pour sauver votre peau »**

Excellent article de l'Express.be que je reproduis ici et je n'ai pas grand-chose à rajouter tant le message est particulièrement clair.

Il est déjà trop tard. Préparez-vous !

Charles SANNAT

« Aux États-Unis, les mouvements de la bourse sont symbolisés par un taureau (bull) quand ils sont à la hausse, et par un ours (bear) quand ils sont à la baisse.

Après avoir été « bullish », c'est-à-dire haussières pendant près de 5 ans, les bourses internationales ont violemment décroché cette semaine, elles sont redevenues « bearish » (baissières).

Le retour de l'ours n'est pas une surprise pour Jim Rogers, l'investisseur international et co-fondateur renommé de Quantum Fund, qui est aussi un des intervenants favoris des chaînes dédiées à la finance des médias américains. Depuis un certain temps, Rogers mettait en garde ses auditeurs contre une violente correction des cours de la Bourse de Wall Street.

Rogers s'est toujours opposé à la politique monétaire américaine menée par l'ancien président de la FED, Ben Bernanke, basée sur le quantitative easing, c'est-à-dire l'impression de monnaie pour stimuler la croissance économique. L'année dernière, alors qu'il participait à un atelier consacré aux perspectives économiques à Santiago du Chili, il a déclaré : « [Ben Bernanke] est un homme qui ne comprend pas l'économie, il ne comprend pas les finances, il ne comprend pas les devises, tout ce qu'il comprend, c'est l'impression d'argent. Toute sa carrière intellectuelle a été consacrée à l'étude de l'impression d'argent, et vous savez, on lui a confié les planches à billets. Et il a dit : +Je vais faire tourner les planches à billets aussi rapidement que je le peux+. »

Cette semaine, Jim Rogers n'a qu'une seule recommandation : « Vendez tout et fichez le camp pour sauver votre peau. » Ce qui signifie qu'il est urgent de se débarrasser de ses portefeuilles d'actions parce qu'il anticipe un krach. Selon Rogers, nous payons enfin les conséquences de la politique monétaire que la FED a menée au cours des dernières années.

La vision de Rogers est évidemment une opinion subjective, mais il obtient le soutien d'un économiste très fameux pour son pessimisme, mais qui se vante d'avoir averti ses suiveurs de la crise asiatique, et de la crise financière de 2008 : Albert Edwards, le stratège de la Société Générale. Tous deux estiment que le château de cartes de la création de dettes et de l'impression de monnaie est en train de s'écrouler »...

## **La production chinoise de gaz de schiste atteindra 6,5 milliards de m<sup>3</sup> en 2015**

Une information à conserver dans le coin de votre esprit dans le cadre de la grande guerre pour l'énergie qui se déroule actuellement et en réalité depuis 2001.

Charles SANNAT

BEIJING, 18 octobre (Xinhua) – La production de gaz de schiste de la Chine devrait atteindre 6,5 milliards de m<sup>3</sup> l'année prochaine, une hausse considérable par rapport à la production estimée entre 1 milliard et 1,5 milliard de m<sup>3</sup> cette année, a indiqué le directeur adjoint de l'Administration nationale de l'Energie Zhang Yuqing.

La production de gaz de schiste a connu un développement rapide ces dernières années après que le pays a commencé à explorer et exploiter cette énergie en 2009, a déclaré M. Zhang lors d'un colloque organisé vendredi à Beijing.

La forte hausse de la production de gaz de schiste est accompagnée d'une demande croissante en gaz naturel en Chine. D'après les statistiques officielles, la production de gaz naturel a augmenté de 9,5 % à 117,1 milliards de m<sup>3</sup> en 2013. Cependant, la production restait inférieure à la demande croissante. La consommation totale en gaz naturel s'est établie à 167,5 milliards de m<sup>3</sup>, en croissance de 10 % sur un an.

Le gaz de schiste est une importante source non conventionnelle de gaz naturel. Actuellement, les réserves explorées du pays s'élèvent à 130 milliards de m<sup>3</sup>, a révélé M. Zhang.

## La Russie augmente ses commandes de viande chinoise

Déjà que ce n'était pas terrible pour nos agriculteurs et nos éleveurs, il est évident que les sanctions russes à l'égard des producteurs européens a considérablement tiré les prix vers le bas et du coup, désormais, ils vendent à perte. Plus grave, la Russie se tournant vers la Chine, il est fort probable que notre filière mette des années à retrouver ses clients russes.

Bon, il y aurait bien une possibilité comme celle de vendre de la viande aux Chinois qui mettraient dessus une étiquette chinoise pour la vendre aux Russes... Je ne sais pas pourquoi mais je suis sûr que je ne suis pas le seul à y avoir pensé, mais chut...

Charles SANNAT

## Après l'industrie, le commerce détruit aussi des emplois

C'est un article du *Monde* qui découvre que maintenant, on détruit de l'emploi même dans le secteur du commerce. Oh, zut alors, on ne pouvait pas savoir, impossible d'imaginer une chose pareille... Bon, l'industrie, ça on savait, ça partait en Chine où les ouvriers sont remplacés par des robots... Eh ben oui mais chers journalistes du *Monde*, dans le « commerce » c'est la même chose ! Soit vos produits sont vendus par Amazon qui est le moins possible en France et de toutes les façons ses entrepôts sont de plus en plus automatisés, soit les caissières du supermarché du coin sont remplacées par des caisses automatiques où c'est le client qui fait « bip-bip » sans que les prix de vente ne baissent...

Où alors ce sont vos guichetiers d'agences remplacés par de beaux automates ou encore votre conseiller remplacé par le site Web d'une banque en ligne.

Où que vous regardiez, c'est un tsunami sur l'emploi pour la simple et bonne raison que l'on peut presque tout automatiser ou informatiser ou robotiser...

C'est donc bien la fin du travail de masse... Mais *Le Monde* comme les autres ne veulent ni s'en rendre compte ni l'admettre parce qu'ils n'ont aucune idée pour savoir comment faire fonctionner le monde sans travail alors que tout le système est basé sur le travail.

Charles SANNAT

# La Banque du Canada est au bord de la faillite !

« La banque centrale la plus lamentablement sous-capitalisée en Occident »



Richard Le Hir

Chronique de Richard Le Hir [bien connu au Québec] dimanche 7 septembre



Il y a quelques jours, à l'occasion d'une de mes visites quotidiennes sur le site réputé ZeroHedge spécialisé dans les informations économiques et financières, je suis tombé sur [un article qui m'a tellement renversé](#) que j'ai décidé de le traduire pour le partager avec vous. Vous le trouverez donc plus bas.

J'avais beau savoir que la situation financière du Canada est très précaire depuis 2008, je ne me doutais pas qu'elle s'était dégradée à ce point, d'autant plus que, comme l'auteur le mentionne, la perception générale, même dans les cercles spécialisés, est qu'elle est plutôt bonne.

Il s'agit donc d'une information capitale pour tous les Canadiens, mais surtout pour les Québécois qui s'imaginent que leur appartenance au Canada est essentielle à leur bien-être économique.

Dans son texte, l'auteur fait allusion à l'adoption camouflée par le parlement fédéral de mesures qui permettent aux banques canadiennes de se recapitaliser – appréciez l'euphémisme ! – en pigeant dans les comptes de leurs déposants (vous et moi).

J'avais justement signalé ici-même sur Vigile en avril 2013 l'imminence de l'adoption de cette mesure dans un article intitulé

[Les banques veulent votre bien](#)

**Le gouvernement fédéral s'apprête à le leur donner**  
**Elles vont pouvoir piger dans votre compte de banque sans votre permission**

Voici un extrait pertinent de cet article :

Lors du dépôt du budget fédéral il y a une dizaine de jours, le ministre des Finances Flaherty a déposé simultanément un document intitulé « Plan d'action économique 2013 ». Vous en trouverez les morceaux éparpillés [à cette adresse](#)

Bien cachée complètement au bas du Chapitre 3.2 dont le titre « Aider les fabricants et les entreprises à prospérer dans l'économie mondiale » est sans rapport avec le sujet traité, se trouve une section intitulée :

**Instaurer un cadre de gestion des risques pour les banques nationales d'importance systémique**

*Le Plan d'action économique de 2013 instaurera un cadre exhaustif de gestion des risques pour les banques canadiennes d'importance systémique.*

Les grandes banques canadiennes sont une source de vigueur pour l'économie du pays. Elles connaissent de plus en plus de succès sur les marchés internationaux et créent des emplois au pays.

Le gouvernement reconnaît aussi qu'il faut gérer les risques associés aux banques d'importance systémique – celles dont les difficultés ou la faillite pourraient perturber le système financier et, partant, nuire à l'économie. Cela exige une supervision prudentielle solide, de même qu'un ensemble robuste d'options permettant la résolution de ces institutions sans faire appel à l'argent des contribuables dans le cas peu probable où l'une d'elles ne serait plus viable. [Mes caractères gras]

Le gouvernement compte mettre en place un cadre

exhaustif de gestion des risques pour les banques canadiennes d'importance systémique. Ce cadre s'harmonisera avec les réformes instaurées par d'autres pays et les principales normes internationales, comme les Caractéristiques essentielles de systèmes performants de résolution pour les établissements financiers (Key Attributes of Effective Resolution Regimes for Financial Institutions) du Conseil de stabilité financière, et fonctionnera en parallèle avec le régime canadien des fonds propres réglementaires déjà en place. Le cadre de gestion des risques comprendra les éléments suivants :

- Les banques d'importance systémique seront assujetties aux normes de fonds propres plus élevées que déterminera le surintendant des institutions financières.
- Le gouvernement propose d'établir un régime de recapitalisation interne pour les banques d'importance systémique. Ce régime sera conçu de manière que, dans le cas peu probable où une banque d'importance systémique épuiserait ses fonds propres, elle pourra être recapitalisée et redevenir viable grâce à la conversion très rapide de certains de ses passifs en fonds propres réglementaires. Cette mesure réduira les risques pour les contribuables. Le gouvernement consultera les intervenants sur la meilleure façon d'instaurer un régime de recapitalisation interne au Canada. Le calendrier de mise en œuvre assurera une transition en douceur pour les institutions touchées, les investisseurs et les autres participants au marché. [Mes caractères gras]
- Les banques d'importance systémique demeureront assujetties aux exigences existantes sur la gestion des risques, y compris une surveillance plus étroite et l'obligation de préparer des plans de reprise des activités et de résolution. Ce cadre de gestion des risques limitera l'avantage injuste dont profiteraient les banques

canadiennes d'importance systémique du fait que les investisseurs et les autres participants au marché croiraient, à tort, que ces institutions sont trop grandes pour faire faillite.

Dans un langage tout ce qui a de plus aseptisé, le gouvernement fédéral explique le plus banalement du monde que dans le cas où une banque d'importance systémique comme l'une des cinq grandes banques canadiennes (RBC, TD, CIBC, BMO, ou Scotia et dans certaines circonstances possiblement aussi la BN et certaines autres banques régionales importantes), épuiserait ses fonds propres, elle pourrait être recapitalisée et redevenir viable grâce à la conversion très rapide de certains de ses passifs en fonds propres réglementaires, dans le but de réduire les risques pour les contribuables.

Cela veut tout simplement dire que les dépôts de ses déposants (passifs pour elle) pourraient être convertis (quel euphémisme !) en fonds propres de la banque, sans le consentement des intéressés, pour éviter que le gouvernement ne soit lui-même obligé de la recapitaliser. Il s'agit d'une expropriation, d'une confiscation des dépôts, d'un vol au sens du code criminel (aller au delà de l'intérêt spécifique qu'on a dans la chose), en toute légalité. On croit rêver !

Voilà ce que le gouvernement fédéral concocte dans votre dos, bien à l'abri dans les méandres de ses textes « d'information » sur ses plates-formes Internet.

Il semble que je n'aie pas été le seul à être choqué par cette mesure, Voici ce qu'en pense Simon Black, investisseur international, blogueur de renom, et auteur de l'article que je vous annonçais plus haut :

**Et maintenant, la banque centrale la plus lamentablement sous-capitalisée en occident [un indice : ce n'est pas la FED] :**

Le 2 septembre 2014

Dans le cadre du « jamboree » annuel des dirigeants de banques

centrales, le gouverneur de la Banque du Canada a certainement dû recevoir des commentaires envieux de plusieurs de ces sorciers de la haute finance pour la réputation du Canada comme refuge financier mondial par excellence. .

On ne trouve sans doute pas de meilleure illustration de cette réputation que dans l'entrevue accordée au réseau Bloomberg par le grand patron de RBC Gestion de patrimoine – la plus grande institution du genre au Canada – dans laquelle il déclarait « le Canada est aujourd'hui ce qu'était la Suisse il y a vingt ans, et les banques canadiennes sont à l'image de leurs homologues suisses il y a vingt ans. »

C'est la dernière ritournelle à la mode. Le Canada projette l'image d'un refuge financier de premier ordre et d'un « îlot de sécurité et de stabilité » parce que tout le monde est convaincu que les finances du pays sont bien gérées, qu'il est supérieurement avantagé en richesses naturelles, et que son économie est très performante.

À chaque fois que je vois des banquiers s'échanger des congratulations, mon premier réflexe en est un de grand scepticisme. Mais ici, sur le blogue Sovereign Man, toutes nos conclusions sont fondées sur des faits. Nous avons donc analysé les chiffres en profondeur.

En premier lieu, la mère de toutes les institutions financières, la banque centrale du Canada.

Le premier critère de la bonne santé d'une banque centrale, c'est la solidité de son bilan que reflète le rapport entre son capital net et ses actifs, communément exprimé en pourcentage.

Alors, quelle est la performance de la « Banque du Canada » [Note du traducteur : L'auteur utilise à dessein la version française du nom de la banque, sans doute par dérision] à ce chapitre ? Pas très bonne.

En fait, comme les faits le démontrent, la Banque du Canada est la plus lamentablement sous-capitalisée de toutes les banques centrales



en occident. Sa position à cet égard est si mauvaise que celle de la FED semble pétante de santé en comparaison.

Le Monetary Authority Exchange Fund de Hong-Kong constitue un bon exemple d'institution dotée d'un bilan solide. Les derniers chiffres en date du 30 juin faisaient état d'une réserve de capital de 22 % des actifs totaux. Il s'agit d'une marge de sécurité très importante pour une banque centrale.

En comparaison, celle de la Réserve fédérale des États-Unis (la FED) n'est que de 1,27 %. Le Canada ? Un minuscule 0,47 %... comme dans moins d'un demi pourcent. À ce niveau là, plus question de parler de sécurité et de stabilité. Il s'agit tout juste d'une erreur dans l'arrondissement des chiffres.

Qui plus est, le Canada n'impose AUCUNE exigence de réserve à ses banques. Cela veut dire que les banques canadiennes ne sont pas tenues de garder en réserve une partie des dépôts de leurs clients. Elles ont donc la possibilité de prêter 100 % des sommes déposées auprès d'elles.

Il n'y a pourtant pas matière à s'inquiéter, dit-on, la Société d'assurance-dépôts du Canada (la SADC) assure les dépôts bancaires à concurrence de 100 000 ! Mais lorsqu'on y regarde de plus près, les déposants ne sont pas très protégés. Au Canada, les dépôts admissibles à cette protection s'élèvent à environ 646 milliards. Or la SADC ne dispose que de 2,8 milliards \$ pour couvrir les pertes, soit seulement 0,43 % du total.

Et ce qui est encore plus troublant, c'est que le Canada a adopté un mécanisme confiscatoire comme celui de Chypre pour permettre aux banques de se servir dans le compte de leurs déposants lorsqu'elles épuisent leurs capitaux propres. Cette disposition a été soigneusement dissimulée dans les méandres du Plan d'action économique 2013 du gouvernement fédéral. Il s'agit d'un plan de « recapitalisation interne » pour les banques qui revêtent « une importance systémique », un procédé qui ne répond pas à l'idée que je me fais de la sécurité.

Enfin, le mythe canadien achève de se dégonfler complètement lorsque vous examinez le niveau des réserves d'or du Canada. Au début de ce siècle, le Canada détenait 46,19 tonnes d'or. Aujourd'hui, il ne lui en reste plus que 2,99 tonnes. C'est une baisse spectaculaire de ses réserves de 93,5% en un peu plus de 10 ans !

En d'autres termes, les autorités monétaires canadiennes ont pris en toute conscience la décision de renoncer à des actifs tangibles en échange d'actifs papier que le premier illusionniste venu peut tirer d'un chapeau.

Elles ont conduit la banque centrale du Canada au bord de la faillite.

Il faut s'en tenir aux faits et non aux impressions.

Quiconque examine les faits ne peut tirer d'autre conclusion que le Canada n'est certainement pas le refuge sécuritaire que l'on prétend.

Simon Black

*À propos de l'auteur : Simon Black est un investisseur international, entrepreneur, grand voyageur, « homme libre », et le fondateur du site **Sovereign Man***

<http://www.sovereignman.com/finance/presenting-the-most-pitifully-capitalized-central-bank-in-the-west-hint-its-not-the-fed-14950/>

## **Après la crise économique, de graves crises politiques ?**

*Posté le 21 octobre 2014 par Bcolmant*

Plus les perspectives de croissance et d'inflation s'effondrent, plus il devient évident que nous entrons dans un immense tunnel financier, qui pourrait être long de plusieurs années, voire d'une génération.

Ce n'est pas une question de pessimisme que d'établir ce constat, mais une application arithmétique.

La dette publique est gigantesque, et elle sera inéluctablement majorée du coût des pensions, qui sont insuffisamment provisionnées.

Cette dette publique constitue un emprunt de la prospérité qui se traduira par une soustraction de bien-être. En d'autres termes, nous devons collectivement défalquer la dette de la croissance que nous générerons dans les prochaines

années.

Peu de personnes sont conscientes de l'extrême gravité de cette réalité, car nous entretenons une image ancienne de l'économie, c'est-à-dire celle des années glorieuses au cours desquelles l'Etat pouvait compenser les décrochages conjoncturels.

Aujourd'hui, le décrochage se transforme en trou d'air, et l'Etat deviendra impuissant, malgré les sollicitations qui émaneront d'une population désemparée.

Socialement, les prochaines années vont révéler une terrible confrontation. Et sans doute une rancoeur sociale de certaines classes défavorisées.

C'est pour cette raison qu'il ne faut pas minimiser les risques de radicalisation et de populisme politiques.

Ces aventures politiques sont une lave qui n'est jamais refroidie.

Les crises économiques entraînent des éruptions idéologiques.

Et parfois, elles ne sont plus sous contrôle.

## **Et si un gigantesque naufrage social se préparait ?**

*Posté le 20 octobre 2014 par Bcolmant*

La peur du capitalisme se concentre sur les théories déclinistes, la valeur de la monnaie, le rééchelonnement des dettes publiques et l'inquiétude du krach final qui réduirait les valeurs d'actifs à peu de choses.

Pourtant, il y a un autre krach qui se prépare.

Et celui-là ne relève pas du symbolique monétaire. Il s'agit du gouffre de la pauvreté qui attend les derniers baby-boomers, c'est-à-dire les personnes qui entrent aujourd'hui dans la cinquantaine.

Apparemment, il ne s'agit que de virtualités lorsqu'on retarde l'âge de la pension ou que ces dernières sont réduites.

Pourtant, c'est beaucoup plus grave : il est presque impossible de trouver un emploi lorsqu'on dépasse l'âge de 55 ans.

C'est d'ailleurs ce qui explique la chute du taux d'activité des travailleurs âgés : c'est moins une question de volonté que d'économie qui s'est fondamentalement métamorphosée en exigeant, depuis 15 ans des

compétences nouvelles et exigeantes.

Pour beaucoup de personnes, la fin de la vie professionnelle et l'entrée de la pension vont s'assimiler à une économie de survivance.

Soyons extrêmement attentifs à cette lente dérive qui va affecter nos communautés.

Car d'anéantissements en naufrages, il s'agit peut-être d'un tsunami.

Les années glorieuses de nos communautés sont achevées.

La véritable question concerne désormais la représentation de l'avenir du corps social.

## **AU RADIO CROCHET, ILS SERAIENT DÉJÀ ÉLIMINÉS**

*20 octobre 2014 par François Leclerc*

Les bras en tombent et les mots manquent ! Une mission française de la dernière chance dépêchée à Berlin, avec comme consigne de trouver un moyen de sauver la face, est revenue bredouille. Le terrain avait été préparé : il ne s'agissait pas d'un vulgaire marchandage (sic) entre les gouvernements allemand et français, et il était « simpliste » de parler d'un pacte, dicit Michel Sapin, le ministre français des finances, pas plus que demander une quelconque modification des règles budgétaires comme l'a affirmé en prologue Emmanuel Macron, ministre de l'économie. Résultat : en y mettant les formes, les deux parties ont donc d'un commun accord signifié qu'ils ne l'étaient pas.

Pas question d'investir sur fonds publics, ont fait à nouveau savoir Wolfgang Schäuble et Sigmar Gabriel, les homologues des ministres français, les espoirs se reportant alors sur un catalogue de « propositions extrêmement concrètes » en cours d'élaboration, dont il faudra trouver le financement, en s'appuyant sur « la dynamique » que cela créera. « Chacun sait ce qu'il doit faire », a résumé Emmanuel Macron, ne pouvant mieux signifier que rien de commun n'était envisagé. Reste à connaître le sort qui va être réservé par Bruxelles au projet de budget 2015 français et à rédiger le communiqué du prochain sommet européen. Ils sont toujours à la tâche.

Mais comment combler ce vide sidéral ?

## Bepe Grillo lance un référendum pour que l'Italie sorte de la zone euro

par Audrey Duperron · 21 oct. 2014 Express.be



Beppe Grillo, le comique italien qui nourrit des ambitions politiques et a changé le paysage politique de l'Italie avec son « M5S » ou « Movimento 5 stelle » (Le mouvement des Cinq Etoiles), revient sur le devant de la scène européenne avec une pétition pour permettre à l'Italie de « sortir de l'Euro dès que possible ».

Le mouvement, qui défend une ligne anti-euro, et qui critique les politiques d'austérité imposées par l'UE à l'instigation de l'Allemagne sur les pays de l'Europe du Sud, a remporté près de 25% des votes aux élections législatives et 21,6% aux élections européennes en Italie l'année dernière. La presse allemande a même défini Grillo comme étant l'« homme le plus dangereux en Europe ».

Ces derniers temps, l'actualité était plus calme autour de Grillo et de son parti, mais il semble désormais que ce n'était que le calme avant la tempête... En effet, au cours d'un rassemblement la semaine dernière, Grillo a exigé ni plus ni moins la tenue d'un référendum pour un possible retour à la lire :

Cette nuit, nous lançons un référendum consultatif. Nous collecterons un demi-million de signatures en 6 mois, un million de signatures, et nous soumettrons cette question au parlement, et cette fois-ci, grâce à nos 150 législateurs, ils seront obligés de nous parler. »

Grillo affirme que l'Italie n'a pas d'avenir dans la zone euro, et que sur le plan économique, les Italiens sont moins bien lotis avec l'euro qu'ils le

seraient sans la monnaie unique.

Un tel référendum n'aurait en réalité aucune valeur sur le plan juridique, mais il pourrait compliquer la tâche pour le Premier ministre Matteo Renzi qui a eu toutes les peines du monde à obtenir un vote de confiance du Sénat italien il y a 2 semaines pour approuver son programme de réformes.

Ce plan de réformes vise notamment à gagner le soutien des Etats-membres de la zone euro, et en particulier de l'Allemagne. L'économie italienne stagne, alors que la dette devrait atteindre 138% du PIB à la fin 2015, ce qui fait peser la menace posée par la montée des taux d'intérêt sur la dette souveraine.

En outre, de nombreux Italiens risquent de perdre patience. Le chômage des jeunes se monte à 44%, la production industrielle a chuté de 24%.

[L'économie italienne est entrée en récession pour la troisième fois consécutive](#) sur une période relativement courte.

Si Beppe Grillo parvient à son objectif d'un million de signatures, la pression sur le gouvernement italien sera énorme, ce qui pourrait réveiller la panique sur les marchés financiers, et provoquer une flambée des taux d'intérêt, un cauchemar que les dirigeants européens ne veulent pas revivre.

## [Des grandes banques internationales ont commencé à facturer des intérêts sur les dépôts en euros de leurs clients](#)

par Audrey Duperron · 20 oct. 2014 Express.be



[Le Wall Street Journal rapporte que plusieurs grandes banques internationales ont commencé à facturer des intérêts négatifs sur les dépôts](#) de certains de leurs plus gros clients.

Cette évolution est la conséquence de [la décision de la Banque Centrale Européenne \(BCE\) d'adopter un taux d'intérêt négatif au mois de juin de cette année](#) pour dissuader les banques de placer leurs liquidités auprès d'elle, et es inciter plutôt à s'en servir pour consentir des prêts aux PME et aux ménages, et favoriser de ce fait la croissance économique. Depuis, les banques qui continuent de placer leur argent dans les livres de la BCE ne reçoivent plus d'intérêt en rémunération de ces dépôts, et elles doivent même payer pour le faire.

En septembre, la BCE a abaissé ce taux, le faisant passer de -0,10% à -0,20%, et à partir de ce moment, certaines banques ont commencé à répercuter ces coûts sur leurs clients. Autrement dit, au lieu de rémunérer les comptes bien garnis de leurs clients, elles ont commencé à leur facturer des agios. La Bank of New York Mellon a ainsi commencé à appliquer un taux d'intérêt négatif de 0,20% sur les dépôts en euros de ces clients. Goldman Sachs et J.P. Morgan Chase & Co. ont aussi commencé à charger des intérêts négatifs sur les encours positifs. Quant à Credit Suisse, elle a indiqué à ses clients qu'elle allait répercuter les taux d'intérêt négatifs qu'elle subissait sur les comptes exprimés dans des devises sur lesquelles elle subit elle-même des taux d'intérêt négatifs, ce qui implique qu'elle facturera des intérêts négatifs sur les dépôts en euros de ses clients.

C'est surtout la clientèle institutionnelle des banques, c'est-à-dire les sociétés dotées de gros comptes, en particulier les sociétés de placement collectif (fonds mutuels) ou les hedge funds, qui est visée par ces mesures. Pour ces clients, le nouveau défi va consister à trouver de nouveaux supports de placement sûrs pour leurs grosses encaisses de cash, et il est probable qu'ils seront amenés à prendre plus de risques.

Les taux d'intérêt négatifs reflètent la paralysie qui gangrène l'économie européenne, affirme le Wall Street Journal, qui explique que les ménages et les entreprises sont si peu enclins à utiliser leurs liquidités en consommant ou en investissant que les banques leur chargent des intérêts pour le seul service de conserver ce cash. Le journal précise que ce changement montre que les banques pensent que ces taux d'intérêt négatifs ne sont pas un phénomène ponctuel, mais qu'ils sont appelés à durer.

En outre, la nouvelle réglementation bancaire oblige les banques à détenir

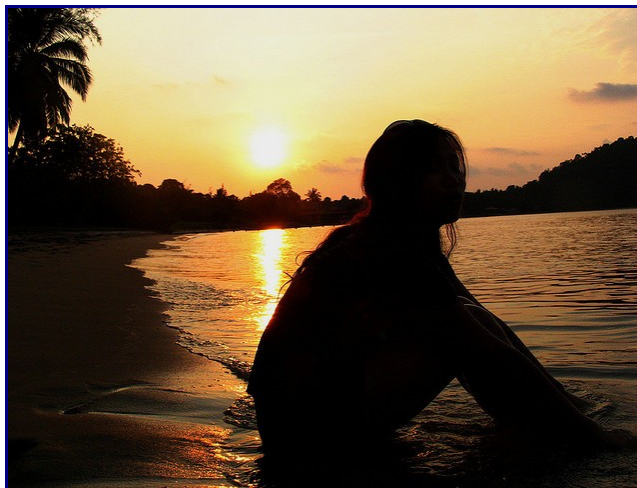
plus de capitaux en garantie des dépôts qu'elles conservent, alors que ceux-ci sont faiblement rémunérateurs, ce qui les dissuade de favoriser la collecte de ces dépôts.

Des banquiers et des investisseurs ont indiqué au journal que des clients ont déjà commencé à transférer leurs dépôts dans des banques qui ne facturent pas d'intérêts négatifs sur les encours positifs en euros. D'autres les transfèrent sur des produits d'investissement assimilables à des liquidités, comme des fonds monétaires ou des « repos » (pensions livrées, ou accords de rachat).

## Énergie : wind, mix and sun

Par Michel Gay. Publié le 21 octobre 2014 Contrepoints

L'éolien et surtout le photovoltaïque constituent de plus en plus, et pour longtemps, des gouffres financiers en Europe, notamment en Allemagne.



Aimer le vent et le soleil est éminemment sympathique. Vouloir les utiliser comme sources d'énergie électrique à insérer obligatoirement dans le bouquet énergétique (mix) d'une nation est une idiotie technique et économique.

L'éolien et surtout le photovoltaïque constituent de plus en plus, et pour longtemps, des gouffres financiers en Europe, notamment en Allemagne.

En France, la désastreuse politique des énergies renouvelables malmène l'économie en accordant des milliards d'euros (Md€) engloutis depuis des années en subventions dans l'industrie éolienne et photovoltaïque. Cet argent est prélevé sur nos impôts et sur une taxe en augmentation appelée « CSPE » (contribution au service public de l'électricité) appliquée sur les factures



d'électricité des citoyens.

Selon la Cour des comptes<sup>1</sup>, d'ici 2020, le surcoût lié à la seule CSPE « *représentera à lui seul une somme de l'ordre de 40,5 Md€, sauf bouleversement de la politique de soutien d'ici cette échéance* ». C'est une addition bien réelle que l'on doit présenter aux Français même si cela jette le trouble dans la politique énergétique du gouvernement qui, par ailleurs, cherche à faire 50 Md€ d'économies.

Même après plusieurs décennies de développement, ces techniques de production d'électricité renouvelable restent financièrement non viables. Elles dévorent de l'argent public pour leur survie. Les excès de ce marché artificiel permettent à des opportunistes d'amasser des fortunes sur le dos des contribuables et des consommateurs.

Des responsables politiques ont été influencés par des lobbies et par des groupes politiques minoritaires drapés dans le voile d'une écologie soi-disant vertueuse, mais dévoyée par une haine antinucléaire aveugle. Concernant le potentiel des énergies renouvelables, les « Verts » ont trahi leurs électeurs avec des mensonges séduisants basés sur des données scientifiques erronées. Aujourd'hui, un de leurs objectifs est de recueillir des « taxes écologiques » fondées sur la peur et la culpabilité des citoyens afin de promouvoir ces énergies au détriment du nucléaire.

L'Europe doit croire en ses capacités scientifiques et techniques en matière de nucléaire. Seule cette énergie permet une production sûre et massive d'électricité bon marché à long terme. Nos hommes politiques s'en rendront certainement compte, hélas trop tard pour le portefeuille des ménages. Ils balayeront alors ces coûteuses chimères éoliennes et photovoltaïques inutiles, sans aucun avenir économique en France, mais qui vont raboter le pouvoir d'achat des Français pendant des années encore.

## **Crise : fallait-il sauver les banques ?**

Par Cécile Philippe. Publié le 21 octobre 2014 Contrepoints

**Le sauvetage des banques a permis que celles-ci se libèrent d'une gestion prudente de leur liquidité. Elles peuvent multiplier les opérations sans s'inquiéter de leur solvabilité, ce qui in fine fait courir un risque systémique.**

*Dans [Trop tard pour la France ?](#) (Manitoba/les Belles Lettres), l'économiste Cécile Philippe se confronte à la question de la place de l'État dans la société française. Elle rappelle que, depuis les années 1980, le poids des dépenses publiques est devenu supérieur à la moitié de la richesse produite en France. Les Français sont confrontés à un fardeau fiscal et social de plus en plus lourd et à un endettement public sans précédent. La crise que traverse actuellement le pays n'est donc pas seulement financière ou économique, elle a aussi des conséquences humaines et morales bien réelles. Cette période offre pourtant l'opportunité de repenser le rôle de l'État. Pour Cécile Philippe, les pouvoirs publics doivent en faire moins pour laisser le peuple en faire plus.*

== =

La dette en soi n'est pas un problème. La difficulté vient de ce que le système monétaire en a fait le fondement de la monnaie. Alors que la monnaie était encore, au cours du XXe siècle partiellement couverte par de l'or, elle est depuis 1971 couverte exclusivement par des dettes, ou leur contrepartie des crédits, si on souhaite voir les choses sous un jour plus positif.

Le système de crédit est, quand il n'est pas dénaturé, très utile pour répondre à un besoin fondamental de l'être humain. Il permet de transformer au cours de sa vie ses revenus, son salaire notamment, en richesse, c'est-à-dire en capital qui produit des intérêts. Puis, quand sonne l'heure de la retraite il permet de changer cette richesse en revenus mensuels. Dans la mesure où les individus vieillissent et savent qu'ils ne pourront sans doute pas travailler jusqu'à leur dernière heure, il est crucial pour eux d'avoir un moyen de conserver les revenus qu'ils acquièrent et de les transformer ainsi en richesse qui fructifie au cours du temps grâce au taux d'intérêt qu'il est possible de toucher sur le marché du crédit.

Pour que cette opération se fasse le mieux possible, il est évidemment nécessaire de pouvoir se fier à un système à même de gérer le risque de pertes et non de le multiplier. Or, le système monétaire dont nous avons hérité déclenche des crises et de longues périodes de récession qui rendent cet objectif difficilement atteignable.

Le système monétaire comprend l'ensemble des règles et des institutions qui encadrent la monnaie utilisée sur un espace géographique donné.

Aujourd'hui, il existe plusieurs systèmes monétaires en concurrence. Les principaux sont le Système monétaire européen (SME), le système qui régit le dollar et celui qui régit le yen. Nos monnaies sont gérées au sein de systèmes hiérarchiques au sommet desquels on trouve une banque centrale : la Fed aux États-Unis (fondée en 1913), la Banque centrale européenne (BCE fondée en 1998) pour les 18 pays de la zone euro, la banque du Japon, etc.

Dans nos systèmes actuels, il y a deux sources de création monétaire. La première est celle que contrôlent les banques centrales, la monnaie « de base ». La seconde est celle qu'émettent les banques commerciales, la monnaie scripturale. Les banques ne se contentent pas d'être des intermédiaires entre des épargnants ou des emprunteurs ou de conserver nos dépôts. Elles créent des dépôts en octroyant des crédits. Ce faisant, elles sont in fine les principaux acteurs de la création monétaire.

L'expression « les crédits font les dépôts », connue de tous les étudiants en économie, résume bien la chose. Elle signifie que les banques ont les moyens de créer de la monnaie à l'occasion de la distribution d'un crédit. J'avoue avoir mis du temps à bien saisir cette expression tant elle semble abstraite. Et d'une certaine façon, elle l'est, en particulier dans des systèmes monétaires comme les nôtres où la référence à une monnaie marchandise comme l'or ou l'argent a disparu. Pour expliquer ce phénomène, il faut comprendre que lorsqu'un échange a lieu deux choses sont forcément échangées. Dans le cas d'un crédit octroyé sans épargne préalable, voilà ce qui s'échange : la banque émet des euros en faveur d'un emprunteur en échange d'une créance sur cet emprunteur qui devra au terme du contrat trouver les moyens de rembourser le prêt. Ces moyens lui sont en principe donnés par le prêt de la banque. Mis au service d'un projet réussi, il donnera justement à l'emprunteur cette capacité de remboursement. Ainsi, on a, d'un côté, des euros émis pour un projet et, de l'autre, le projet en cours de réalisation qui, on l'espère, générera suffisamment de ressources pour assurer le remboursement du prêt. Sur le plan comptable, la banque inscrit une dette à l'égard de l'emprunteur à son passif et une créance du même montant à son actif. Les euros disparaîtront si le prêt est remboursé et quand il le sera.

Le processus ne s'arrête cependant pas là. Les dépôts émis en échange d'un crédit initial vont justement servir à développer des projets et à payer des salaires ou des biens et services. Ils vont donc atterrir sur les comptes

bancaires des salariés et des fournisseurs. Ils vont alors pouvoir servir de base à l'octroi de nouveaux crédits. Là est aussi le sens de l'expression « les crédits font les dépôts ».

On peut ainsi calculer que, si les dépôts d'une banque augmentent d'un montant de 1 million euros et qu'elle respecte un coefficient de réserve de 10%, pas loin de 10 millions d'euros vont pouvoir être créés sous la forme de crédits.

Ce chiffre illustre ce qu'on appelle le multiplicateur monétaire. Il conceptualise l'idée que les banques ne se contentent pas seulement d'allouer l'épargne mise à disposition par leurs clients à des emprunteurs. Une grande partie de leur activité consiste à développer des crédits, sans qu'aucune épargne préalable n'ait été accumulée. Ces crédits vont à leur tour faire naître des dépôts qui susciteront, à leur tour, de nouveaux crédits.

Ce système de banque est dit à réserves « fractionnaires », car seule une partie des dépôts est conservée pour faire face aux demandes de retrait. Comme la création des crédits a un coût pratiquement nul, cela ne constitue pas un frein à leur expansion. Des pyramides de crédits – ou de dettes – peuvent apparaître, des masses de liquidités circulant sur le marché et finançant toutes sortes de projets plus ou moins risqués. Les banques sont des entreprises d'un type particulier. Elles évoluent dans un contexte institutionnel spécifique puisque leur politique de crédit dépend pour partie des actions de la banque centrale dont elles dépendent. En multipliant les dépôts à partir de nouveaux crédits qu'elles ont ouverts – comme le leur permet le système – elles multiplient aussi leurs obligations envers un nombre croissant de déposants. Les banques deviennent de plus en plus tributaires de la capacité des emprunteurs à rembourser leurs crédits.

Lorsque survient un ralentissement de l'économie, la question se pose de savoir s'il s'agit d'un phénomène temporaire ou structurel. Dans le premier cas, les emprunteurs pourront rembourser leurs prêts, mais cela prendra plus de temps que prévu. Dans le second cas, les emprunteurs ne pourront jamais honorer leur dette. Les banques vont alors essuyer des pertes et risquent d'être en situation d'insolvabilité. Une grande partie des débats a tourné autour de la façon de fournir suffisamment de liquidités au système économique et bancaire. Il fallait donner les moyens au système de continuer à fonctionner et notamment permettre aux banques de distribuer les crédits

supposés assurer la croissance de nos économies. Le projet d'union bancaire a, quant à lui, pour objectif de trouver une solution à la faillite des banques. Reste qu'elle n'est pas une solution au vrai problème, à savoir l'absence d'incitations de fonds conduisant à une gestion pérenne de l'offre de crédit et de la création monétaire qui en découle.

Cette notion de liquidité est très importante dans le secteur bancaire. Elle représente la capacité d'une banque à remplir ses obligations contractuelles. Elle caractérise son aptitude à ajuster ses engagements à ses flux de revenus. Si une banque gère mal sa liquidité, elle peut être contrainte à la liquidation d'une partie de ses actifs, souvent à des prix sacrifiés.

La liquidité a été décrite par Melchior Palyi. Il explique que le principal risque pour une banque est de ne pas savoir limiter les crédits à des opérations de court terme de type commercial. Il donne ainsi l'exemple d'un marchand américain qui vend pour 100 000 dollars de coton à une filature située en Angleterre. L'acheteur promet de payer à réception de la marchandise. Son crédit est garanti par une banque à qui il signe donc une reconnaissance de dette que l'on appelle « effet de commerce ». Or le marchand a besoin de liquidités immédiatement. Il emprunte alors auprès de sa banque américaine en escomptant son effet de commerce pour 75 000 dollars. Il pourra faire des paiements à hauteur de ce montant grâce au crédit porté sur son compte bancaire.

Il apparaît ainsi dans cet exemple que 75 000 dollars ont été créés. Palyi explique que ce type de crédit est auto-liquidateur. Le remboursement sur 90 jours, selon les usages du commerce, est assuré ce qui permettra la liquidation du dépôt émis. Ce crédit est « liquide », car il est né d'une transaction où les dollars créés sont garantis par la vente de nouveaux produits déjà finis. La banque n'a pas favorisé de nouveau pouvoir d'achat. Le coton vendu est le pouvoir d'achat réel qui n'était pas immédiatement accessible au vendeur. La banque s'est contentée de monétiser à l'avance un droit commercial. Elle a fourni temporairement l'argent qui, de toute façon, arrivait rapidement. C'est le rôle du banquier que d'assurer la liquidité de sa banque et donc d'éviter une prise de risques trop grande, sinon gare à la faillite. La banque doit être convaincue qu'il existe bien une transaction saine pour laquelle il y a un acheteur et une banque garante. Bref, elle exerce toutes sortes de contrôles qualitatifs visant à s'assurer de la qualité du crédit en

question, c'est-à-dire de sa liquidité. De plus le banquier prendra soin de limiter ses risques. Il ne créditera que partiellement son emprunteur, qui reçoit 75 % de la valeur de sa vente dans l'exemple ci-dessus.

Ajoutons que le banquier dispose de toutes sortes d'indicateurs, comme le ratio des dettes sur fonds propres ou celui des dettes sur l'actif. Proche de ses clients, il peut examiner précisément leur profil de risque, leur historique, exiger des garanties et offrir des crédits en fonction. C'est en cela d'ailleurs que le métier de banquier est à l'origine entrepreneurial.

Il s'en est éloigné, car la description ci-dessus n'est pas celle du système actuel, mais plutôt du système vers lequel il faudrait tendre, avec des institutions rendant les acteurs responsables de leurs actes et les laissant faire faillite.

Le sauvetage des banques a permis, au contraire, que les banques se libèrent d'une gestion prudente de leur liquidité. Elles peuvent multiplier les opérations sans s'inquiéter de leur solvabilité, ce qui in fine fait courir un risque systémique.

Ce comportement – qui serait irrationnel pour tout acteur économique responsable de ses pertes – ne l'est pas nécessairement pour les banques qui bénéficient avec les banques centrales d'un prêteur en dernier ressort. Ce rôle entraîne un aléa moral, car les banques, se sachant « couvertes », peuvent prendre plus de risques que s'il leur fallait assumer leurs pertes sur leurs seuls fonds propres.

Cet aléa est renforcé par le fait que dans la plupart des pays développés les dépôts sont garantis par l'État. La garantie étatique des dépôts élimine – tant que la signature de l'État reste crédible – les risques de panique bancaire. Cela endort aussi la vigilance des particuliers qui peuvent être moins attentifs à la réputation et aux comportements à risques de leur banque. Introduite aux États-Unis en 1934, l'assurance des dépôts portait initialement sur 5000 dollars. Le montant fut ensuite progressivement augmenté pour atteindre 250.000 dollars aujourd'hui. En France, la garantie s'élève à 100.000 euros. La prise de risques rendue possible par le contexte institutionnel actuel a permis une politique de crédit laxiste. Celle-ci a conduit à un endettement excessif qui a débouché sur la crise actuelle. Face à cette crise, la réponse des pouvoirs publics et des banques centrales a été de jouer les « sauveurs ». Or, la question se pose de savoir si cela donne lieu à un assainissement du

systeme et à une responsabilisation des acteurs.